

Dossier de presse

Pour la Renaissance de la France : l'urgence de réparer les finances publiques

Trajectoire financière du quinquennat de Marine Le Pen

6 octobre 2026



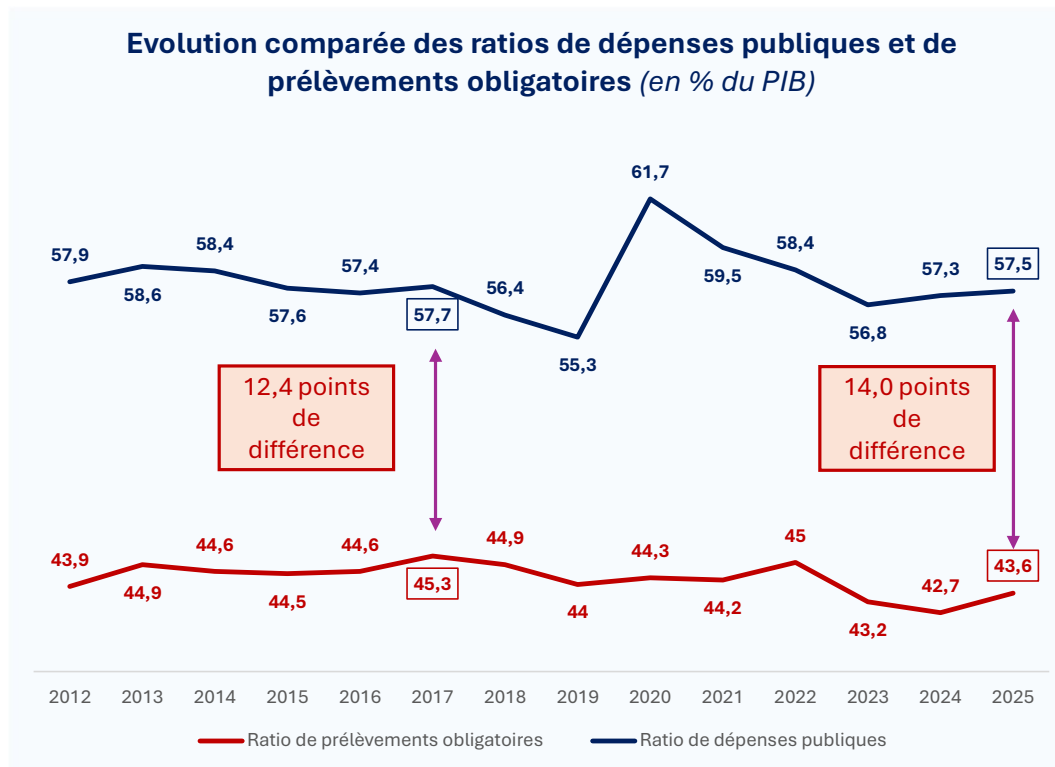
Depuis 2012, le niveau de la dette française n'a cessé de s'envoler



La prévision de 2026 est issue des Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'avril 2026

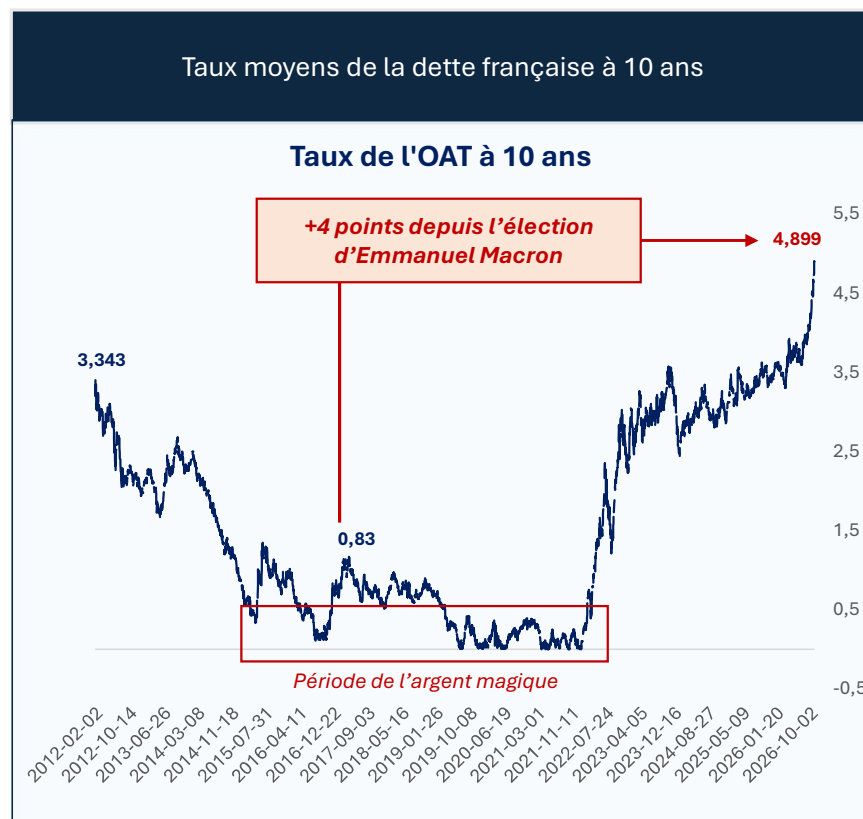
- Depuis 2017, la dette publique française a augmenté de près de 1 350 Mds€, passant ainsi de 2 263 Mds€ en 2017 à 3 611 Mds€ en 2026, soit une progression de près de 60 % en valeur. Dans le même temps, le ratio de dette passerait de 98,8 % à près de 119 % du PIB, soit près de 20 points de PIB supplémentaires.
- La crise sanitaire explique le saut de 2020, mais elle n'explique pas la poursuite de la dérive après le Covid : l'encours a continué d'augmenter de près de 950 Mds€ entre 2020 et 2026. Le retour de la croissance et la normalisation de l'économie n'ont donc pas été mis à profit pour amorcer un véritable désendettement.
- Après neuf années de macronisme, la sortie de la période de taux anormalement bas n'a pas été anticipée et préparée. La remontée des taux d'intérêt est explosive et constitue une contrainte devenue écrasante pour les finances du pays.

En parallèle, les fondamentaux financiers de la France se sont détériorés

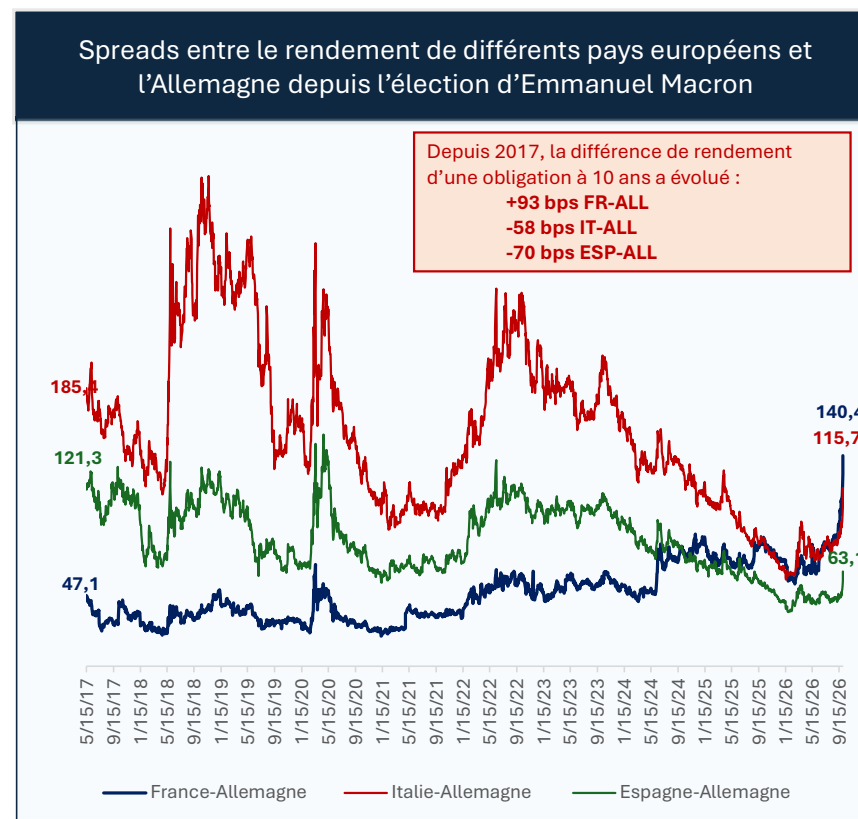


- Depuis 2017, les **prélèvements obligatoires** ont **seulement reculé de 1,7 point de PIB**, alors que les **dépenses publiques** ont reculé de **0,2 point**. Autrement dit, Emmanuel Macron a volontairement creusé le déficit.
- L'écart entre dépenses publiques et prélèvements obligatoires est ainsi passé d'environ **12,4 points de PIB en 2017 à près de 14,0 points aujourd'hui**. Cette divergence, fruit d'un pari manqué sur la relance de la croissance, explique en grande partie **l'alourdissement des déficits** : les baisses d'impôts n'ont pas été financées par des économies structurelles, mais largement, **voire exclusivement, par davantage de dette**.
- Le macronisme aura donc su combiner coût budgétaire des baisses d'impôts et maintien d'un train de dépenses quasiment inchangé : **moins de recettes, presque autant de dépenses, et davantage et toujours plus de dette**.

Conséquence de cette incurie financière, les conditions de financement se sont structurellement dégradées



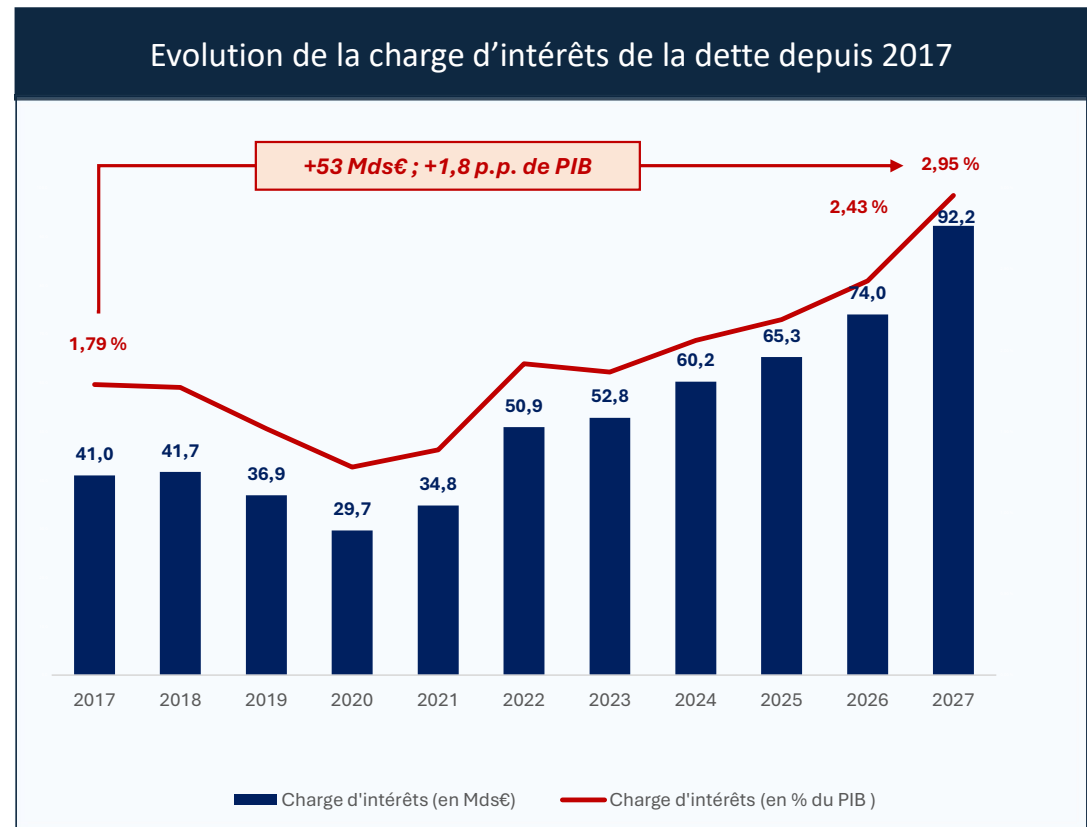
- Cette envolée des taux a très largement contribué, en plus des déficits récurrents et abyssaux, à l'envolée de la charge d'intérêts de la dette



- Les politiques macronistes ont conduit la France à avoir l'écart de taux le plus élevé de la zone euro le 2 octobre 2026, devant l'Italie, la Grèce ou l'Espagne.

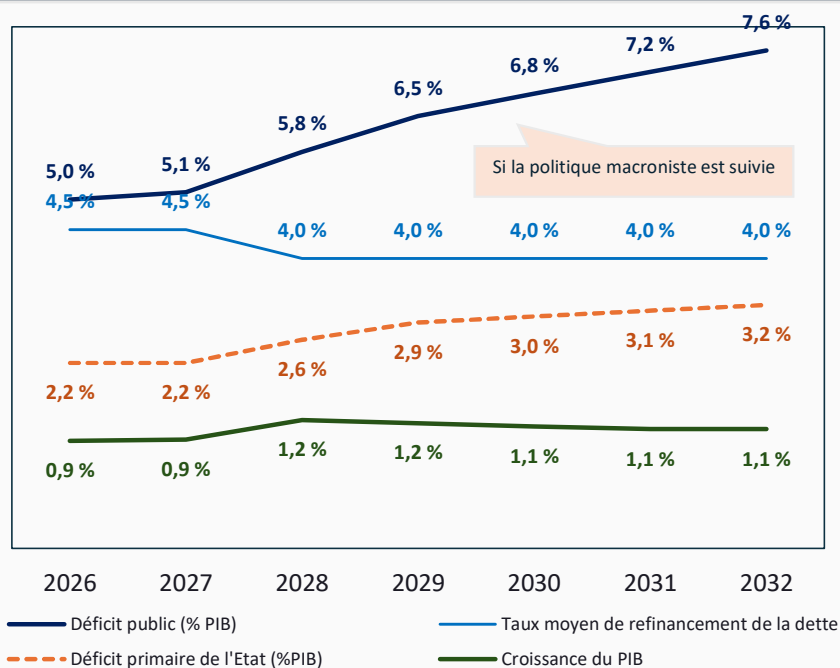
La charge d'intérêts de la dette est en passe de devenir insoutenable

- Depuis 2017, la charge d'intérêts de la dette est passée de 41 Mds€ à près de 93 Mds€ en 2027, soit 52 Mds€ supplémentaires par an et une hausse d'environ 127 %. Son poids est ainsi passé d'environ 1,8 % à 2,9 % du PIB.
- Cette progression est la conséquence directe de l'accumulation des déficits et de la remontée des taux d'intérêt : chaque année, une part croissante du budget doit être consacrée au seul service de la dette. Ces dizaines de milliards ne peuvent plus être mobilisés pour l'investissement, les services publics ou la baisse de la pression fiscale.
- Le danger est désormais celui d'un effet boule de neige entretenu : plus la dette augmente, plus sa charge pèse sur le déficit ; et plus le déficit persiste, plus il faut emprunter pour financer les dépenses courantes et les intérêts eux-mêmes.
- Cette situation de trappe à dette menace ainsi la pérennité de toutes les politiques publiques engagées et laisse planer le doute quant à la faculté de l'Etat à durablement reprendre le contrôle de ses comptes publics.



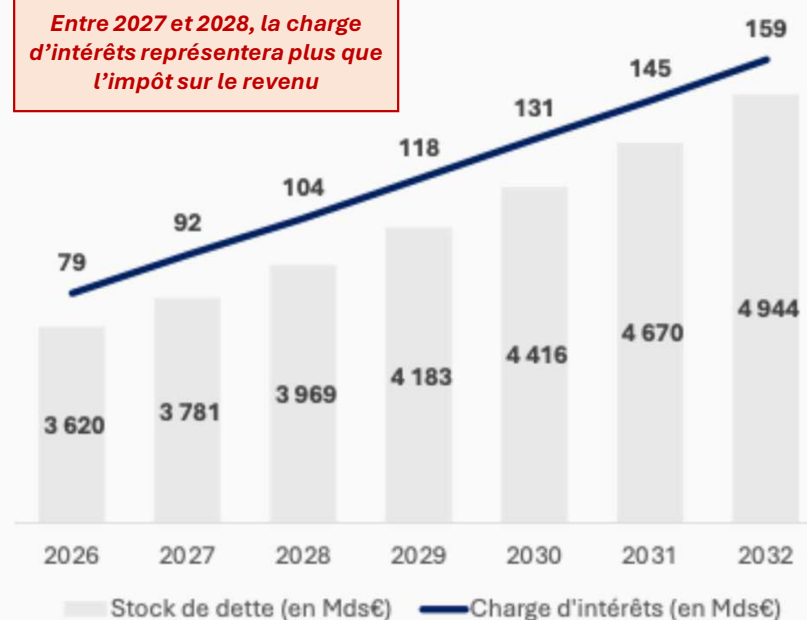
Si la politique macroniste était poursuivie, la France pourrait finir en situation de défaut

Projections macroéconomiques à scénario macroniste constant



La dette française et la charge associée deviendraient stratosphériques

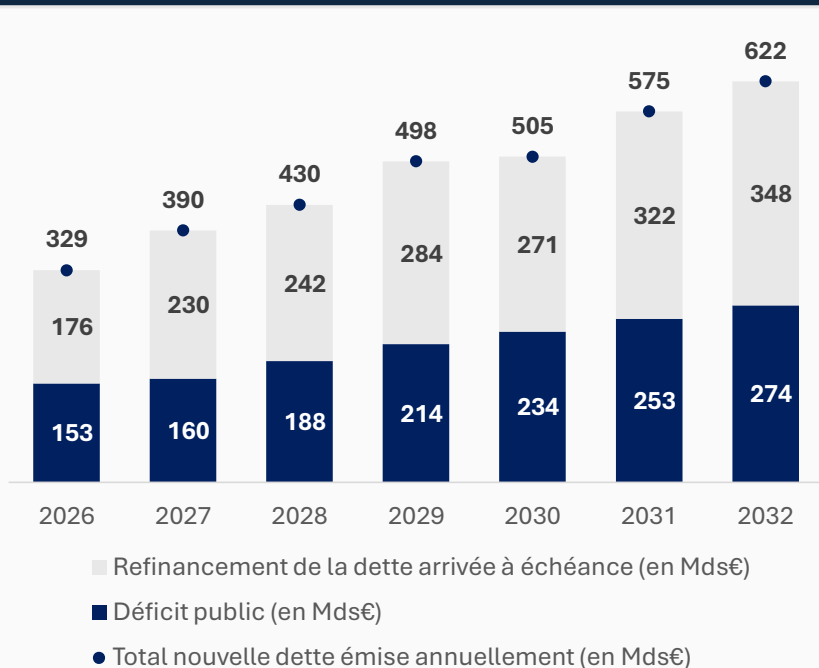
Entre 2027 et 2028, la charge d'intérêts représentera plus que l'impôt sur le revenu



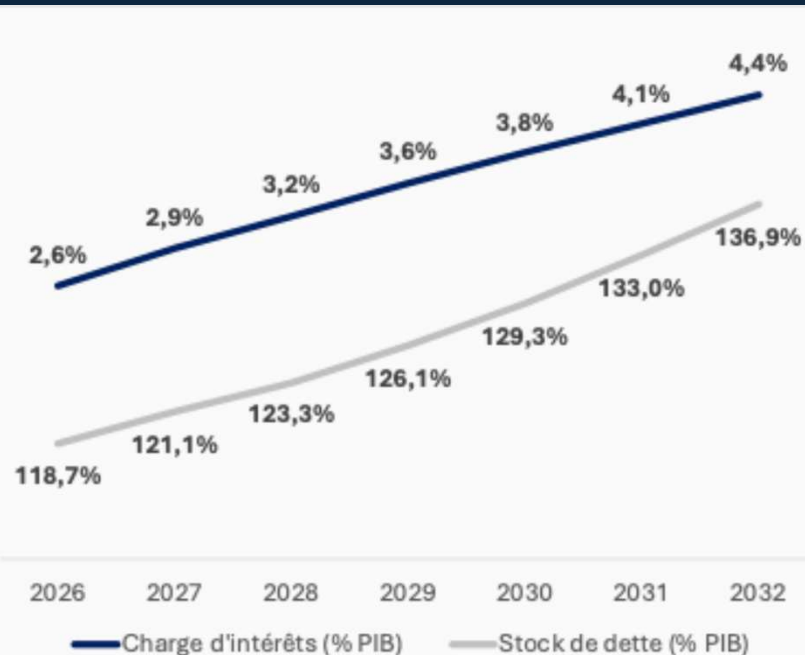
Hypothèses raisonnables de taux : 4,5 % pour 2027 et 4,0 % sur 2028-2032 – Hypothèses de croissance et d'inflation reprises des Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'avril 2026.

A politique constante, la France ne travaillerait plus que pour financer le traitement de sa dette

Projection du besoin de financement à scénario macroniste constant (en Mds€)



La France serait le pays le plus endetté d'Europe et serait dans une situation pire que celle de l'Italie ou de l'Espagne



Hypothèses raisonnables de taux : 4,5 % pour 2027 et 4,0 % sur 2028-2032 – Hypothèses de croissance et d'inflation reprises des Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'avril 2026.

Redresser les comptes publics : une règle d'or et une trajectoire financière ambitieuse

La règle d'or budgétaire, adoptée par une loi référendaire, permettra de restaurer les comptes de la Nation

1

Etablir une règle ferme pour engager solidement le redressement des comptes publics

- **Règle que nous établirons** : déficit obligatoirement inférieur au seuil stabilisant de la dette, et au moins 0,5 point en dessous tant que la dette dépasse 60 % du PIB.
- **Ajustement minimal** : **0,5 point de PIB par an** en cas d'écart supérieur à 1 point de la cible.

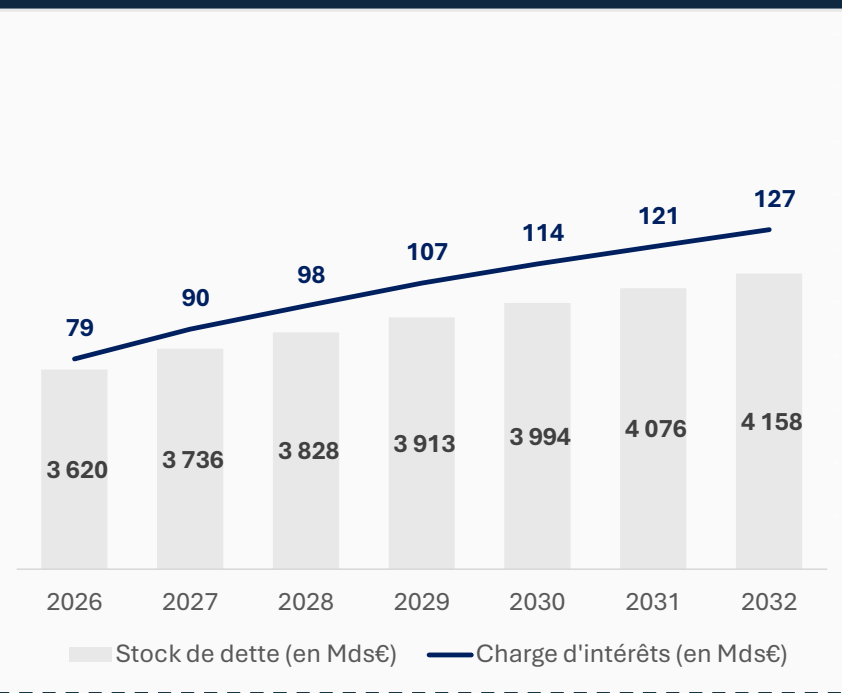
2

Mobiliser la Nation en choisissant la voie référendaire

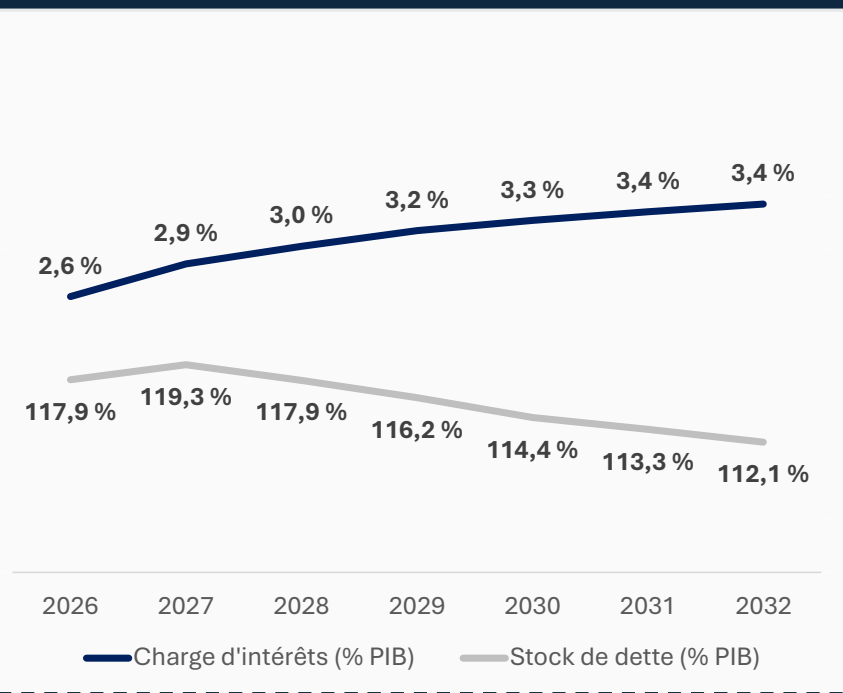
- **Modalités de validation et censure** : hypothèses macroéconomiques validées par le **HCFP** ; interdiction par le Parlement de voter en dehors de cette trajectoire ; le Conseil constitutionnel peut censurer un budget insincère par rapport à la trajectoire.
- **Clause d'exception stricte** : Dérogation en cas de crise majeure uniquement par un vote des **3/5^e du Parlement**.
- **Arbitrage populaire** : Obligation de consulter les Français par **référendum (Art. 11)** si deux exercices exceptionnels se succèdent.
- **Objectifs de déficits maximums** : sous les 5,0 % dès 2027 avec un retour prévu sous la barre des 3,0 % en 2032 au plus tard.

La nouvelle trajectoire gouvernementale amorcera le désendettement du pays

Projections de l'endettement et de la charge d'intérêts de la dette française après l'élection de Marine Le Pen (en Mds€)



Projections de l'endettement et de la charge d'intérêts de la dette française après l'élection de Marine Le Pen (en % du PIB)



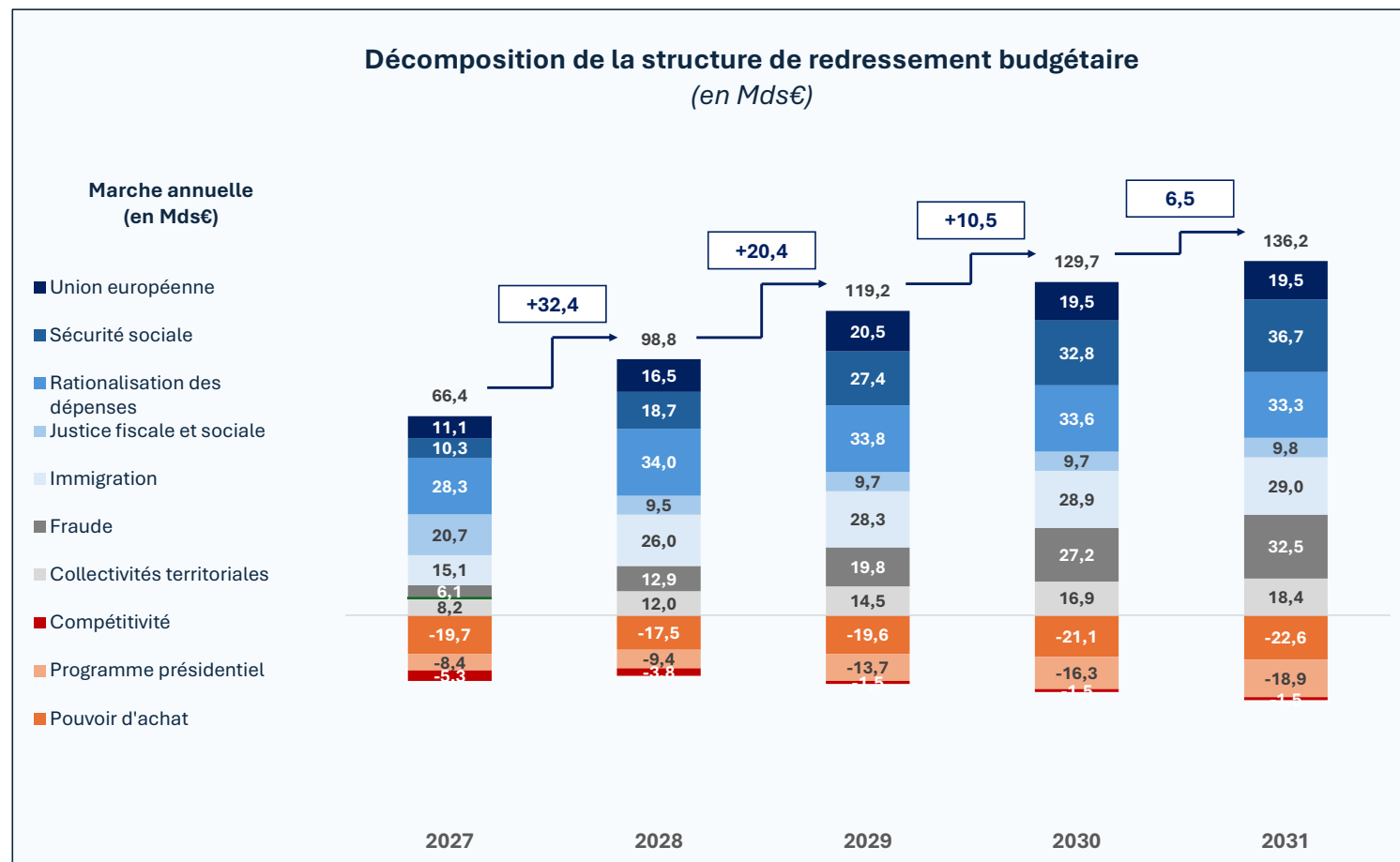
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 et 4,0 % sur 2028-2032

2027, l'occasion d'une renaissance des comptes et des finances publiques

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
1	Scénario actuel du gouvernement : gel du déficit en euros courants								
PIB en euros courants (prévisions FMI)	2 921	2 983	3 050	3 121	3 218	3 316	3 415	3 512	3 613
Déficit primaire (Mds€)	111,0	86,5	67,1	68,7	83,7	96,2	102,4	108,9	115,6
Déficit primaire (%)	3,80%	2,90%	2,20%	2,20%	2,60%	2,90%	3,00%	3,10%	3,20%
Déficit public (Mds€)	170,0	152,5	153,0	160,5	188,0	214,1	233,7	253,4	274,2
Dette publique (Mds€)	3 305	3 461	3 620	3 781	3 969	4 183	4 416	4 670	4 944
Ratio déficit public (%)	5,8%	5,1%	5,4%	5,0%	5,8%	6,5%	6,8%	7,2%	7,6%
Ratio dette publique (%)	113,1%	116,0%	118,7%	121,1%	123,3%	126,1%	129,3%	133,0%	136,9%
Charge de la dette	58,4	67,1	78,7	91,8	104,3	118,0	131,3	144,5	158,6
charge de la dette en % de PIB	2,0%	2,2%	2,6%	2,9%	3,2%	3,6%	3,8%	4,1%	4,4%
1	Scénario en cas de victoire du Rassemblement National								
PIB en euros courants	2921,3	2983,1	3070,6	3131,5	3248,3	3366,8	3491,5	3597,8	3708,7
Déficit primaire (Mds€)	111,0	86,5	67,1	17,9	-6,0	-22,0	-33,8	-38,5	-44,9
Déficit primaire (%)	3,8%	2,9%	2,6%	0,6%	-0,2%	-0,7%	-1,0%	-1,1%	-1,2%
Déficit public (Mds€)	170,0	152,5	153,0	115,6	92,4	85,0	80,4	82,1	82,1
Dette publique (Mds€)	3305	3461	3620	3736	3828	3913	3994	4076	4158
Ratio déficit public (%)	5,8%	5,1%	5,4%	3,7%	2,8%	2,5%	2,3%	2,3%	2,2%
Ratio dette publique (%)	113,1%	116,0%	117,9%	119,3%	117,9%	116,2%	114,4%	113,3%	112,1%
Charge de la dette	58,4	67,1	78,7	89,8	98,5	107,0	114,2	120,6	127,0

- D'ici à 2032, les finances françaises atteindraient un **solide excédent primaire**
- Le **ratio de dette publique refluerait de près de 25 points** par rapport à la tendance suivie par le gouvernement actuel
- La **charge de la dette serait inférieure d'un point de PIB** par rapport aux politiques actuellement menées

La restauration des comptes publics suivra une trajectoire ordonnée et séquencée



- D'ici 2032, les dépenses publiques diminueront de plus de **140 Mds€**.
- **L'équilibre primaire serait atteint dès 2028**, une première depuis 2007.
- **La charge de la dette refluera d'au moins 30 Mds€** par rapport au scénario tendanciel à horizon 2032.
- La rationalisation des dépenses n'implique **aucune coupe sombre** et permettra le **financement de mesures d'allègements fiscaux et la consécration de nouveaux droits pour les Français**.

La remise en ordre des finances publiques soutiendra la production nationale

Renforcement de la compétitivité

Suppression des impôts de production et prix national de l'électricité réduit de 30 % pour les entreprises : soutien attendu à l'offre.

Restauration du pouvoir d'achat et de la consommation

Dépenses accrues et prélèvements réduits en faveur des ménages : soutien attendu à la demande.

Commande publique et investissements

Exécution des lois de programmation et allègements fiscaux et normatifs : soutien attendu aux investissements des entreprises, à l'emploi et à la recherche.

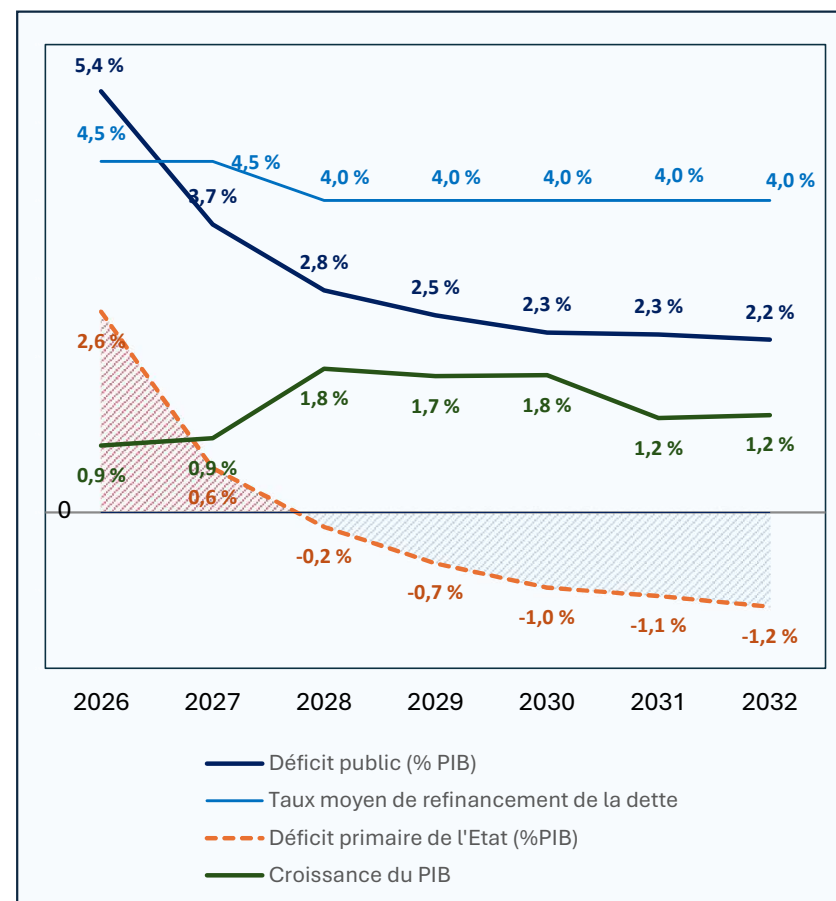
Effets perçus comme récessifs à court terme

La diminution de la dépense publique exerce un effet direct défavorable sur le PIB que nous prenons en compte dans notre projet.

Impact macroéconomique escompté (perspectives conservatrices) :

+2,8 % de croissance brute sur 5 ans, 0,5 % d'effets récessifs dus à la baisse de certaines dépenses publiques

Effet net estimé sur le quinquennat : +2,3 points de croissance additionnelle.



De nouveaux droits durables, financés pour les Français

Pouvoir d'achat, famille et protection sociale : des mesures nouvelles intégrées à la trajectoire budgétaire

Un programme qui consacre le pouvoir d'achat et la famille

-16,0 Mds€

TVA et TICPE Macron sur les énergies

Baisse de TVA sur le gaz, l'électricité, les carburants, le bois et le fioul

-3,5 Mds€

100 produits essentiels

Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité

-1,7 Md€

Successions & donations

Allègement de la transmission familiale

3,9 Mds€

Jeunes ménages

Subvention au 3e enfant à horizon 2031

5,3 Mds€

Mesures en faveur des familles de travailleurs

Pour les familles éligibles à horizon 2031

3,5 Mds€

Part fiscale

Part pleine dès le deuxième enfant

Protection sociale

AAH
+0,95 Mds€

Proche aidant
+2,0 Mds€

Soins dentaires
+1,4 Mds€

Retraites (1)

MESURE FINANCÉE

La mesure de retraite inscrite au programme est intégralement financée par la réparation du modèle par répartition.

En parallèle, nous travaillons à absorber le déficit projeté par le COR.

Des mesures et des droits nouveaux pour les jeunes

0,7 Mds€

Permis de conduire gratuit

Pour les jeunes éligibles à partir de 2028

0,6 Mds€

Jobs étudiants

Création d'une prime d'activité étudiante

2,0 Mds€

Jeunes actifs < 30 ans

Exonération d'IR jusqu'à 4 SMIC

Présentation du contre-budget

*Premier exercice budgétaire conduit par le gouvernement de
Jordan Bardella*

6 octobre 2026

La vérité sur le budget Lecornu : un énième budget incapable de redresser les comptes

Ce que dit le Gouvernement / Ce que montrent les chiffres

Sujet	Annonce	Réalité
 Dépenses publiques	54 Mds€ d'économies	En réalité, +6 Mds€ de dépenses en volume et +40 Mds€ en valeur
 Prélèvements obligatoires	Pas de hausse d'impôts	+48 Mds€ de prélèvements obligatoires, dont 17 Mds€ d'impôts nouveaux
 Croissance 2027	1,0 %	Une hypothèse au-dessus du consensus : 0,8 %

- Le budget présenté comme un effort de rigueur masque en réalité une **progression de la dépense publique**.
- Il ne s'agit pas d'un gel fiscal : la trajectoire retenue **accroît fortement les prélèvements obligatoires**.
- Le cadrage macroéconomique repose enfin sur une hypothèse de croissance **plus optimiste que le consensus**.

En somme, le budget Lecornu repose moins sur 54 Mds€ d'économies que sur une **hausse des dépenses, des prélèvements supplémentaires et une hypothèse de croissance optimiste**.

PLF / PLFSS 2027 : quelles économies sont conservées ou rejetées ?

Impact net sur le solde public des mesures chiffrées : économies et recettes nouvelles, nettes des coûts

MESURES CONSERVÉES

13 % du total proposé

3,6 Mds€

d'amélioration nette du solde

PLF 3,2

PLFSS 0,5

≈ 87 % PLF / 13 % PLFSS

MESURES REJETÉES

86 % du total proposé

24,4 Mds€

d'amélioration nette du solde

PLF 14,8

PLFSS 9,7

≈ 61 % PLF / 39 % PLFSS

Mesures emblématiques

GARDÉES

Les principaux postes conservés

- Taxe sur les infrastructures de transport rentables **+0,80 Mds€**
- Maîtrise de la TVA affectée aux collectivités **+0,60 Mds€**
- Recentrage de l'apport-cession **+0,50 Mds€**
- Régime social des indemnités de rupture **+0,44 Mds€**
- France compétences – plateforme apprentissage **+0,32 Mds€**

REJETÉES

Les principaux postes rejetés

- Contribution des grandes entreprises **+5,30 Mds€**
- Désindexation des pensions de retraite **+4,14 Mds€**
- Allègements généraux de cotisations **+3,70 Mds€**
- Effort budgétaire des collectivités (CPEB) **+2,50 Mds€**
- Réduction de l'abattement IR des retraités **+1,40 Mds€**

2027 : +3,6 Mds€ d'amélioration nette du solde conservée • base gouvernementale : 28,1 Mds€ • 0,3 Mds€ (1 %) en abstention

Le contre-budget : le premier pas vers un redressement durable des finances publiques

Impact budgétaire net des mesures présentées par le Rassemblement national par agrégat (Mds€)	
Agrégat	2027
Collectivités territoriales	8,2
Compétitivité	-5,3
Fraude	6,1
Immigration	15,1
Justice fiscale et sociale	20,7
Pouvoir d'achat	-19,7
Programme présidentiel	-8,4
Rationalisation des dépenses	28,3
Sécurité sociale	10,3
Union européenne	11,1
TOTAL NET	66,4
Total d'économies nettes cumulées (en % du PIB)	2,1%
Marche annuelle (en Mds€)	66,4
Marche annuelle (en Mds€)	2,1%

71,6 Mds€ d'amélioration du solde net en 2027

66,4 Mds€ seront des mesures prises par le gouvernement, auxquelles s'ajoutent 3,6 Mds€ de mesures issues de l'actuel gouvernement, puis l'impact d'une moindre levée de dette.

Crédits d'avenir sanctuarisés

La politique en matière de Défense notamment sera centrée en faveur de l'investissement

Près de la moitié de l'effort à fournir sur le quinquennat sera effective dès 2027

Les 140 Mds€ d'économies nettes dégagées permettront de financer largement les engagements pris par le Rassemblement national devant les Français

2027 : le rétablissement des comptes permet un choc de compétitivité et de consommation en faveur des Français

Le redressement budgétaire permet de rendre du pouvoir d'achat, d'ouvrir de nouvelles protections et de réinvestir dans les priorités nationales.

53,2 Mds€ + **16,1 Mds€** = **69,3 Mds€**

de baisses de recettes

de dépenses nouvelles

de nouveaux choix
budgétaires financés

2027 ouvrira une nouvelle ère pour le pouvoir
d'achat des Français.

53,2 Mds€ de baisses d'impôts

Rendre du pouvoir d'achat et soutenir la compétitivité dès 2027

- Baisse de TVA sur les énergies **12,2**
- Suppression de la CFE **8,1**
- Suppression de la C3S **5,3**
- Retour de la TICPE au niveau de 2017 **3,9**
- Suppression totale de la CVAE **3,7**
- TVA supprimée sur 100 produits essentiels **3,5**
- Part fiscale pleine dès le 2e enfant **3,5**

... auxquels s'ajoutent notamment l'exonération d'IR des jeunes actifs et la réforme des successions.

16,1 Mds€ de dépenses nouvelles

Des droits nouveaux et des moyens supplémentaires sur les priorités nationales

- Mesures sectorielles du programme **3,0**
- Revalorisation du congé de proche aidant **2,0**
- Réforme des retraites **1,9**
- Aide aux jeunes ménages / 3e enfant **1,6**
- Remboursement à 100 % des soins dentaires **1,4**
- 30 000 places de prison **1,0**
- Crédits outre-mer et AAH **2,0**

... auxquels s'ajoutent d'autres mesures

2027 : les économies cessent d'être une fin en soi — elles financent de nouveaux droits et la relance de la compétitivité.

2027 : 71,5 Mds€ d'économies nettes pour remettre les comptes sous contrôle

Le contre-budget repose d'abord sur la maîtrise de la dépense, complétée par des recettes ciblées — sans hausse généralisée des prélèvements.

140,8 Mds€ – **69,3 Mds€** = **71,5 Mds€**

mesures améliorant le solde public

nouveaux droits, baisses d'impôts et dépenses nouvelles

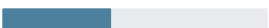
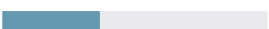
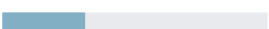
économies nettes dès 2027

85,5 Mds€ de baisse des dépenses

À elle seule, la maîtrise de la dépense dépasse l'économie nette recherchée.

Le cœur de l'effort : 78,8 Mds€ de baisse de dépenses

Principaux postes de baisse en 2027

Rationalisation de la dépense publique		28,3 Mds€
Justice fiscale et sociale		20,7 Mds€
Immigration		15,1 Mds€
Contribution à l'Union européenne		11,1 Mds€
Sécurité sociale		10,3 Mds€
Collectivités territoriales		8,2 Mds€

Des recettes ciblées, pas une hausse générale des impôts

26,0 Mds€ de hausses ciblées d'impôts

- Taxe sur les rachats d'actions **11,4**
- IFF en remplacement de l'IFI **5,0**
- Correction de l'IS pour les grands groupes **3,8**
- Transferts d'argent vers pays tiers **1,9**

+33,5 Mds€

de gains fiscaux, rebudgétisations et retours de recettes

Annexes

Méthodologie

Construction du modèle : projection, chiffrage et financement

SCÉNARIO CENTRAL PRUDENT Effets macroéconomiques positifs pris sur une base conservatrice

1. Base budget 2026

- Reprise du budget 2026 et des lois de programmation pluriannuelle (LPM, LPR, LPJ).
- Les hypothèses de croissance et d'inflation sont issues du FMI (WEO, avril 2026).
- Les principaux soldes publics sont calculés à partir des données officielles.

2. Projections tendancielles sur 2027-2032

- Projection des dépenses et des recettes hors nouvelles réformes, intégration de la trajectoire de la Sécurité sociale et maintien des hypothèses macroéconomiques du FMI.
- Le scénario central retient un taux moyen de refinancement de 4,5 % en 2027 puis de 4,0 %.

3. Chiffrage et séquençage des réformes

- Classement des mesures par poste budgétaire.
- Estimation du coût ou de l'économie de chaque réforme.
- Ventilation annuelle selon sa montée en charge jusqu'à plein effet.

4. Module dédié au calcul de la charge de la dette et outils de projection spécifiques

- Le besoin de financement combine le déficit courant et la dette arrivant à échéance à renouveler sur les marchés — plus de 1 300 Md€ à refinancer sur 2027–2032.
- Le modèle reprend le mix de maturités de l'AFT, calcule la charge d'intérêts année par année et teste sa sensibilité aux taux.

Résultats du modèle : déficit primaire et courant • besoin de financement • stock de dette / PIB • charge d'intérêts • sensibilité aux conditions de marché

Le contre-budget : pierre d'angle de la stratégie pluriannuelle de redressement (1/4)

Impact budgétaire net des mesures présentées par le Rassemblement national par agrégat (Mds€)

Agrégat	2027	2028	2029	2030	2031
Collectivités territoriales	8,2	12,0	14,5	16,9	18,4
Compétitivité	-5,3	-3,8	-1,5	-1,5	-1,5
Fraude	6,1	12,9	19,8	27,2	32,5
Immigration	15,1	26,0	28,3	28,9	29,0
Justice fiscale et sociale	20,7	9,5	9,7	9,7	9,8
Pouvoir d'achat	-19,7	-17,5	-19,6	-21,1	-22,6
Programme présidentiel	-8,4	-9,4	-13,7	-16,3	-18,9
Rationalisation des dépenses	28,3	34,0	33,8	33,6	33,3
Sécurité sociale	10,3	18,7	27,4	32,8	36,7
Union européenne	11,1	16,5	20,5	19,5	19,5
TOTAL NET	66,4	98,8	119,2	129,7	136,2
<i>Total d'économies nettes cumulées (en % du PIB)</i>	<i>2,1%</i>	<i>3,0%</i>	<i>3,5%</i>	<i>3,7%</i>	<i>3,8%</i>
<i>Marche annuelle (en Mds€)</i>	<i>66,4</i>	<i>32,4</i>	<i>20,4</i>	<i>10,5</i>	<i>6,5</i>
<i>Marche annuelle (en Mds€)</i>	<i>2,1%</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,3%</i>	<i>0,2%</i>

- Le contre-budget ne constitue pas un exercice isolé : il est la **première marche d'une trajectoire de redressement sur cinq ans**, avec un effort budgétaire particulièrement concentré dès la première année. Le contre-budget prévoit **66,4 Mds€ d'amélioration nette du solde en 2027**, avant une progression plus graduelle de l'effort au cours du quinquennat.
- L'objectif est **de substituer à la logique des déficits permanents une stratégie fondée d'abord sur la maîtrise de la dépense**, tout en préservant les moyens nécessaires aux priorités nationales.

L'effort demandé n'a pas vocation à être une fin en soi : il doit permettre de financer des nouveaux droits, des baisses d'impôts et de nouvelles dépenses nécessaires, pour **un total de 69,2 Mds€ dès 2027, tout en améliorant simultanément le solde public**.

Le contre-budget : pierre d'angle de la stratégie pluriannuelle de redressement – détails des mesures (2/4)

Thème	Nom de la mesure	2027	2028	2029	2030	2031	Type d'effet
Collectivités territoriales	Application des 35 h dans la fonction publique territoriale (fin du clientélisme des élus - impliquant une	0,50	1,00	1,30	1,30	1,30	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Optimisation du FCTVA	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Ajustement des effectifs à la suite de la rationalisation des compétences des collectivités	0,80	1,52	2,25	2,99	3,75	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Suppression des EPCI et des métropoles	-0,25	0,05	0,40	1,15	1,25	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Application stricte des compétences pour les collectivités territoriales	0,30	0,65	1,35	1,90	2,10	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Baisser les dépenses des collectivités à destination des associations de relevant pas de l'intérêt général	2,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Sécuriser la hausse d'un point par an de la cotisation employeur de la FPT jusqu'en 2028 et prolonger	1,00	2,00	2,40	2,80	3,20	Positif : Gains fiscaux
Collectivités territoriales	Écrêtement puis rebudgétisation de la TVA transférée aux collectivités (régions et EPCI)	3,40	3,40	3,40	3,40	3,40	Positif : Gains fiscaux
Compétitivité	Modifier les conditions du pacte Dutreil (annulation de la taxation contre détention de 10 ans)	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression de la CFE	8,10	8,10	8,10	8,10	8,10	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression totale de la CVAE	3,70	3,70	3,70	3,70	3,70	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression de la C3S	5,30	5,30	5,30	5,30	5,30	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Création d'un prix national de l'électricité	5,60	7,10	9,34	9,34	9,34	Positif : Baisse dépenses
Compétitivité	Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production	3,65	4,03	4,59	4,59	4,59	Positif : Gains fiscaux
Compétitivité	Exporter en Europe le surplus de production d'électricité (via dividendes EDF)	3,70	3,70	3,70	3,70	3,70	Positif : Gains fiscaux
Environnement	Transformation et augmentation du fonds vert pour les lutte contre les risques climatiques	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Négatif : Hausse dépenses
Fraude	Réforme du cartel des marchés publics	1,20	2,33	3,50	4,66	5,80	Positif : Baisse dépenses
Fraude	Mise en place du prélèvement de la TVA à la source	-0,10	5,00	10,00	15,00	18,00	Positif : Gains fiscaux
Fraude	Renforcer l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les ententes, cartels et la concurrence	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	Positif : Gains fiscaux
Fraude	Mécanisme de correction de l'impôt sur les sociétés assis sur le chiffre d'affaires et non sur le bénéfice	3,75	4,33	5,10	6,35	7,50	Positif : Hausse impôts
Immigration	Réserver les prestations de solidarité aux étrangers ayant au moins 5 ans ETP travaillés en France	7,50	11,00	12,20	12,20	12,20	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Remplacement de l'AME par l'AMU	1,10	1,30	1,30	1,30	1,30	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Réformer la politique de l'asile	0,90	1,40	1,70	1,70	1,70	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Suppression du visa pour soins	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Réserver les prestations familiales aux foyer dont au moins un des parents est français	0,00	5,90	5,90	5,90	5,90	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Départ des étrangers sans emploi depuis (3mois x année de résidence) ne pouvant subvenir à leurs	0,10	0,40	0,70	0,80	0,90	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Hausse des frais de scolarité des étudiants étrangers (sauf conventions interétatiques)	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Mesures indirectes : baisse des dépenses liées à l'insécurité (effet de la baisse de l'immigration)	0,50	1,00	1,50	2,00	2,00	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Taxe de 1000 €/an à l'embauche d'un extra-européen	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Positif : Hausse impôts
Immigration	Taxation à 14 % des transferts d'argent vers les pays tiers	1,92	1,92	1,92	1,92	1,92	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Revenir sur la hausse du taux PFU de 1,4 point pour le fixer à 30 %	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	Négatif : Baisse recettes
Justice fiscale et sociale	Devoir pointer à France Travail une fois par mois pour pouvoir toucher le chômage	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	Positif : Baisse dépenses
Justice fiscale et sociale	Economie sur le coût de la dette	1,30	2,04	2,67	2,89	3,04	Positif : Baisse dépenses
Justice fiscale et sociale	Application du principe de casseur-payeur	0,20	0,15	0,10	0,10	0,10	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Régularisation des rapatriés fiscaux	0,90	0,80	0,50	0,30	0,30	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Récupération des aides pour les entreprises qui délocalisent	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Redevance d'accès au marché historique électrique et gazier français	0,80	0,40	0,20	0,10	0,10	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Supprimer l'exonération de taxe foncière sur l'éolien et augmenter la taxe éolienne en mer	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Timbre sur les visas touristiques	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Transfert aux banques du financement de l'accessibilité bancaire	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Augmenter le ticket modérateur d'accès à la justice prévu par le Gouvernement	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Financement d'une part des réseaux numériques par les géants du numérique	0,30	0,60	0,80	0,80	0,80	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	IFF en remplacement de l'IFI	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Passer du mécénat d'entreprise à un régime de déductibilité fiscale	0,52	0,52	0,52	0,52	0,52	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Taxe sur les rachats d'actions	11,35	0,34	0,34	0,34	0,34	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Taxe sur les superdividendes	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00	Positif : Hausse impôts
Pouvoir d'achat	Réforme du malus automobile avec un calcul portant sur l'ensemble de la chaîne de fabrication du	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Baisse de la TVA sur les énergies (gaz, électricité, carburants, bois, fioul)	12,20	12,20	12,20	12,20	12,20	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Retour de la TICPE au niveau de 2017	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	Négatif : Baisse recettes

Le contre-budget : pierre d'angle de la stratégie pluriannuelle de redressement – détails des mesures (3/4)

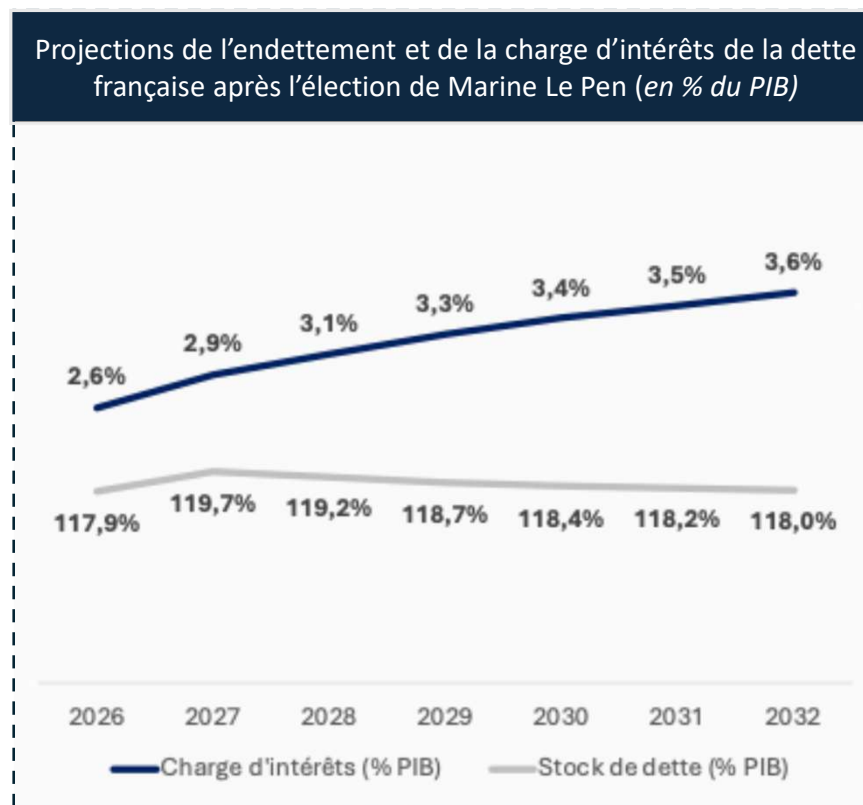
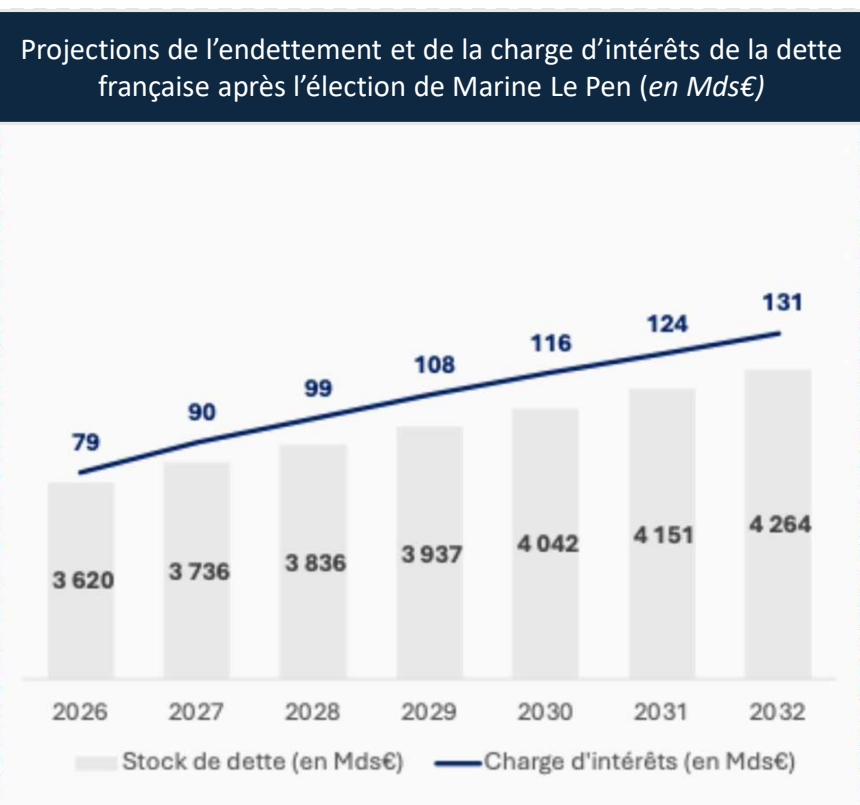
Thème	Nom de la mesure	2027	2028	2029	2030	2031	Type d'effet
Pouvoir d'achat	Généralisation de la demi-part pour les veuves et veufs	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Exonérer d'IR tous les jeunes actifs jusqu'à 30 ans jusqu'à 4 SMIC	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Réformer la fiscalité des successions : exonération de l'immobilier transmis à hauteur de 300 k€	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Réformer la fiscalité des donations (alignement grands-parents/parents ; 100 k€/enfant tous les 10 ans)	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Prime d'activité étudiante pour ceux réussissant leurs examens	0,60	0,60	0,60	0,60	0,60	Négatif : Hausse dépenses
Pouvoir d'achat	Prêt « jeunes ménages français » transformé en subvention à la naissance du 3e enfant	1,60	2,21	2,82	3,43	3,90	Négatif : Hausse dépenses
Pouvoir d'achat	Remplacement de MaPrimeRenov par le 100 % Renov	5,10	4,50	3,90	3,40	2,90	Positif : Gains fiscaux
Pouvoir d'achat	Plan 100% Clim	0,84	0,47	-0,21	-0,47	-0,87	Positif : Gains fiscaux
Pouvoir d'achat	Retour de TVA lié à la baisse des « dépenses contraintes »	0,97	0,82	0,61	0,48	0,33	Positif : Gains fiscaux
Programme présidentiel	Suppression taxes à faible rendement	0,20	0,20	0,10	0,00	0,00	Négatif : Baisse recettes
Programme présidentiel	Réforme de l'octroi de mer	1,80	1,80	1,80	1,80	1,80	Négatif : Baisse recettes
Programme présidentiel	Baisse de la TVA sur les frais vétérinaires : 0 % pour les refuges et 10 % pour les particuliers	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	Négatif : Baisse recettes
Programme présidentiel	Suppression de la CVEC compensée aux universités	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	Négatif : Baisse recettes
Programme présidentiel	Dispositif industriel et agricole de suramortissement (robotisation et numérique)	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	Négatif : Baisse recettes
Programme présidentiel	Versement d'une part de la TSCA aux SDIS et compensation à la Sécurité sociale par l'Etat	0,40	0,60	0,80	1,00	1,20	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Investissement public dans la recherche	1,80	3,60	5,40	7,20	9,00	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Augmentation des crédits budgétaires outre-mer	0,60	1,20	1,80	2,40	3,00	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Un permis de conduire gratuit pour les jeunes avec casier judiciaire vierge	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Mesure de soutien aux familles de travailleurs	0,00	3,00	5,00	5,30	5,30	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Construction de 30 000 places de prison	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Négatif : Hausse dépenses
Programme présidentiel	Limiter à une rupture conventionnelle tous les 10 ans	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90	Positif : Baisse dépenses
Programme présidentiel	Rendement des autoroutes nationalisées (50 % des recettes actuelles)	0,00	4,40	4,40	4,40	4,40	Positif : Gains fiscaux
Programme présidentiel	Grand plan d'accès à la propriété via la vente de HLM	0,00	0,21	0,42	0,62	0,83	Positif : Gains fiscaux
Rationalisation des dépenses	Mesures sectorielles du programme présidentiel	3,00	6,00	9,00	12,00	15,00	Négatif : Hausse dépenses
Rationalisation des dépenses	Rationalisation de l'Aide publique au développement et de l'action extérieure de l'Etat	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Baisser les subventions de l'Etat aux associations ne relevant pas de l'intérêt général	2,00	3,70	3,70	3,70	3,70	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Baisse de la dotation à l'audiovisuel public, puis privatisation (sauf Franceinfo, Arte, OM, etc)	0,15	3,50	3,50	3,50	3,50	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Diminution et rationalisation des aides à la presse (hors avantage postal)	0,03	0,06	0,09	0,12	0,18	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Réforme de la politique de la ville + Quartiers 2030	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Réserver les chèques apprentissage aux étudiants avant la licence	1,60	1,60	1,60	1,60	1,60	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Plafonner les aides au logement à part de loyer à 90 % du loyer	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Suppression des coûts indirects du carbone pour les activités électro-intensives exposées à la	0,81	0,81	0,81	0,81	0,81	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Réforme de la gestion des bons du Trésor (BTF) à taux fixe et intérêt précompté	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Meilleure gestion du parc immobilier de l'Etat	1,00	2,00	3,00	4,00	5,10	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Economies sur la politique de logement social - dont la fin d'exonération de TF sur les bailleurs sociaux	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Fin de la subvention d'équilibre à France Compétences	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Suppressions et réinternalisations d'agences et d'opérateurs	3,40	5,70	7,40	8,80	10,10	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Baisse du train de vie de l'Etat (Élysée, AN, Sénat, CESE, CESER, etc.)	0,54	0,54	0,54	0,54	0,54	Positif : Baisse dépenses
Rationalisation des dépenses	Rebudgétisation des certificats d'économie d'énergie	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	Positif : Gains fiscaux
Rationalisation des dépenses	Economies sur le TURPE	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	Positif : Gains fiscaux
Rationalisation des dépenses	Rebudgétisation des CPB Certificats de production de biogaz	0,25	0,52	0,65	1,01	1,26	Positif : Gains fiscaux
Rationalisation des dépenses	Suppression de la niche journalistes / conseillers régionaux	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Positif : Hausse impôts
Sécurité sociale	Favoriser le cumul-emploi retraite des personnels soignants pour lutter contre les déserts médicaux	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Négatif : Baisse recettes
Sécurité sociale	Part fiscale pleine dès le deuxième enfant	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	Négatif : Baisse recettes
Sécurité sociale	Garantir que l'AAH soit toujours au-dessus du seuil de pauvreté	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95	Négatif : Hausse dépenses
Sécurité sociale	Revalorisation des congés proche aidant	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	Négatif : Hausse dépenses
Sécurité sociale	Remboursement à 100 % des soins dentaires	1,40	1,40	1,40	1,40	1,40	Négatif : Hausse dépenses
Sécurité sociale	Retraite : réforme de Marine Le Pen	1,90	3,80	5,70	7,60	9,50	Négatif : Hausse dépenses
Sécurité sociale	Diminuer le de 10 % les postes administratifs dans les hôpitaux publics	0,16	0,32	0,48	0,64	0,80	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Supprimer le passage obligé par le médecin avant d'aller chez le kiné et autres spécialistes	1,40	1,40	1,40	1,40	1,40	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Rationalisation des systèmes d'information et de la gouvernance de la Sécurité sociale (rapport Mélin)	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	Positif : Baisse dépenses

Le contre-budget : pierre d'angle de la stratégie pluriannuelle de redressement – détails des mesures (4/4)

Thème	Nom de la mesure	2027	2028	2029	2030	2031	Type d'effet
Sécurité sociale	Transfert de remboursements sanitaires aux mutuelles financé par la suppression de leurs dépenses	0,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Rationaliser les structures et les aides aux professionnels (supprimer les CPTS, usage du DPC, etc)	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduire les coûts hospitaliers et fluidifier les parcours	3,21	4,35	6,05	7,15	8,25	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Lutter contre les dépenses indues (juste prescription, contrôle automatisé des factures avant paiement,	2,20	2,75	6,43	8,17	9,51	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduire le coût des produits de santé (recentrage du 100 % Santé optique sur des lunettes fabriquées	0,26	0,26	0,41	0,41	0,41	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Suppression des salles de shoot et autres politiques contestables	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Fusion URSSAF-DGFIP, mutualiser les achats de la CNSA et autres mesures de modernisation dont IA	0,27	0,27	0,72	1,72	1,72	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Suspendre les prestations familiales des parents d'enfants délinquants ou criminels	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Renforcer les contrôles et le retour à l'emploi (détecter le travail dissimulé par analyse de la DSN)	0,98	1,22	1,47	1,71	1,96	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Mesures de freinage des dépenses de biologie médicale	0,39	0,64	0,89	0,89	0,89	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Systématiser un entretien pour l'ensemble des primo-demandeurs d'AAH 2	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduction des forfaits techniques d'IRM et scanners à hauteur des coûts estimés	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Conversion en radiographie des IRM des membres inférieurs	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Mise en place de la carte vitale biométrique	0,00	2,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Désactiver les cartes vitales après 2 ans d'inactivité	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Rationalisation des ALD	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Généraliser la délivrance à l'unité des médicaments	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Retraite : mesures de réparation du système actuel	3,00	6,00	9,00	12,00	15,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réformer le barème de l'APA pour en renforcer la dégressivité, le cas échéant en tenant compte des	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Instauration d'une pondération climatique dans la contribution à l'UE	0,00	1,18	1,18	1,18	1,18	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Baisse de la contribution de la France à l'Union européenne	8,90	10,12	14,12	13,12	13,12	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Harmoniser au niveau européen la fiscalité sur les tabacs et l'alcool afin d'éteindre la fraude	0,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Gains fiscaux
Union européenne	Rendre à la France sa part des droits de douane collectés par l'UE	2,20	2,20	2,20	2,20	2,20	Positif : Gains fiscaux
	Mesures du Gouvernement PLF 2027 acceptées par le RN	3,60	3,60	3,60	3,60	3,60	Positif : Baisse dépenses
Mesures validées							
	Coût total annuel (partie validée)	71,6	103,6	124,3	134,8	141,7	
	Marche annuelle	32,0	20,7	10,5	6,9		
Compte partiel (uniquement les mesures validées)							
Total : Contribution "POSITIVE"		140,8	180,0	210,7	229,5	244,4	
	<i>dont, baisse des dépenses</i>	<i>78,8</i>	<i>117,0</i>	<i>142,8</i>	<i>155,5</i>	<i>166,3</i>	
	<i>dont, hausse des impôts</i>	<i>26,2</i>	<i>15,0</i>	<i>15,7</i>	<i>16,9</i>	<i>18,0</i>	
	<i>dont, gains fiscaux</i>	<i>33,5</i>	<i>46,6</i>	<i>51,1</i>	<i>55,9</i>	<i>58,7</i>	
Total : Contribution "NEGATIVE"		69,2	76,4	86,4	94,7	102,7	
	<i>dont, baisse des recettes</i>	<i>53,2</i>	<i>49,3</i>	<i>49,2</i>	<i>49,1</i>	<i>49,1</i>	
	<i>dont, hausse des dépenses</i>	<i>16,1</i>	<i>27,2</i>	<i>37,3</i>	<i>45,7</i>	<i>53,7</i>	
Impact net sur les prélèvements obligatoires		7	12	18	24	28	
Impact net des mesures hausses/baisses d'impôts (hors gains fiscaux)		-27	-34	-33	-32	-31	
Part des baisses de dépenses dans l'effort		110,0%	113,0%	114,9%	115,4%	117,3%	

La nouvelle trajectoire gouvernementale amorcera le désendettement

Présentation des ratios d'endettement *sans prise en compte de l'impact macroéconomique*



Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 et 4,0 % sur 2028-2032 ; taux d'inflation et de croissance inchangés par rapport aux prévisions du FMI d'avril 2026.

Stratégie financière du Rassemblement national : rebâtir un lien de confiance durable avec les partenaires financiers de la France

Le retour à l'équilibre primaire sera le premier pas pour rétablir la confiance des marchés financiers

- La trajectoire budgétaire présentée ci-dessus vise à restaurer la confiance dans la capacité de la France à tenir les comptes.
- La prime de risque s'en trouverait ainsi réduite et le spread OAT-Bund, l'écart de taux avec l'Allemagne à même échéance, se resserrera mécaniquement.

Un pilotage politique accompagnera cette entreprise de restauration de la confiance

- Renouer la **confiance avec les partenaires financiers de la France** implique un dialogue régulier et des engagements budgétaires lisibles sur le long cours.
- Politiquement portée au sein du ministère des Finances, la conduite de la politique financière de la Nation permettra de **restaurer un climat de confiance**, qui accompagnera le redressement budgétaire et financier du pays.

Bénéfices escomptés

Cette nouvelle politique financière, associée à la trajectoire budgétaire présentée, permettra de réduire la prime de risque exigée par les marchés et de restaurer un univers de taux de financement plus favorable.

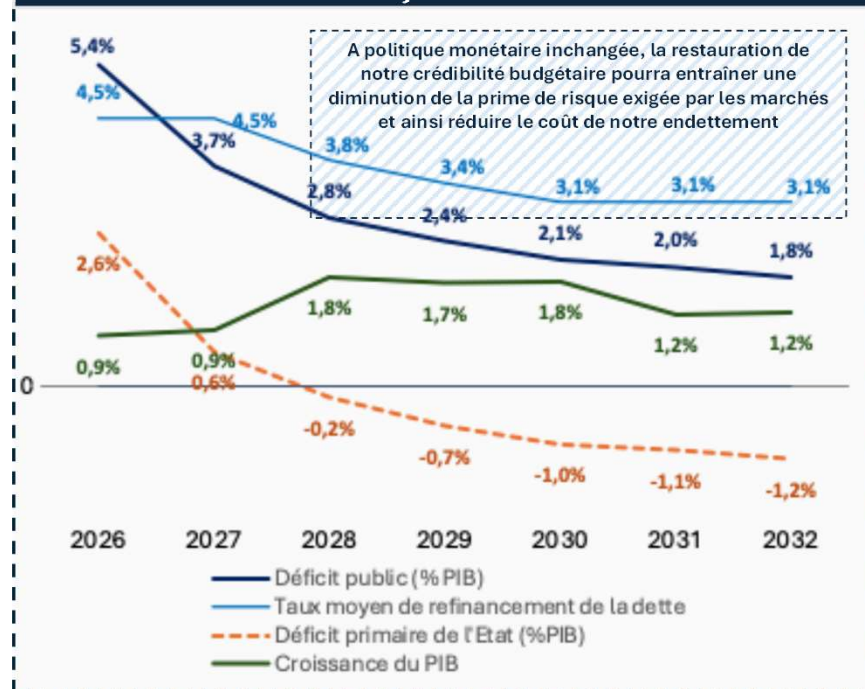
Le spread entre l'OAT et le Bund retrouverait ainsi ses taux antérieurs à la dérive macroniste, autour de 50 points de base, soit un taux de financement diminué d'environ 90 points de base par rapport au 2 octobre 2026, nous **faisant ainsi repasser sous la barre des 4,0 %**.

Rétablir la confiance en la France : la priorité de la stratégie financière portée par le Rassemblement national (1/3)

La clef de voûte de notre stratégie financière consistera à faire revenir le spread entre l'OAT et le Bund à son taux de 2017, autour de 40 points de base, en deux ans



A politique monétaire constante, la France verrait son taux moyen de financement refluer de 90 points de base par rapport à aujourd'hui



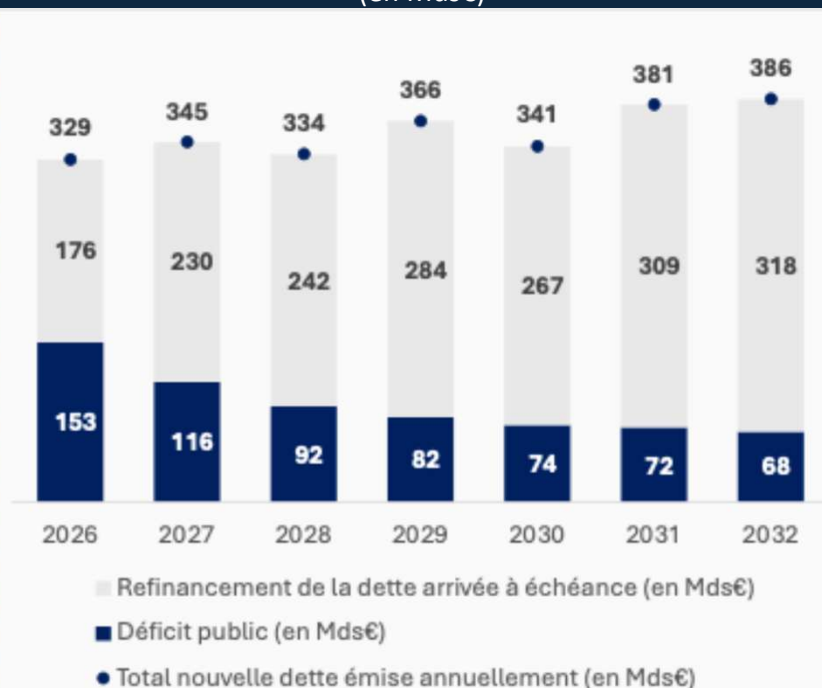
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement tendanciel de 90 points de base de juin 2027 à juin 2029, puis stagnation à 3,10 % à partir de 2030.

Rétablir la confiance en la France : la priorité de la stratégie financière portée par le Rassemblement national (2/3)

Projections de l'endettement et de la charge d'intérêts de la dette française en cas de réussite de la stratégie financière (en % du PIB)



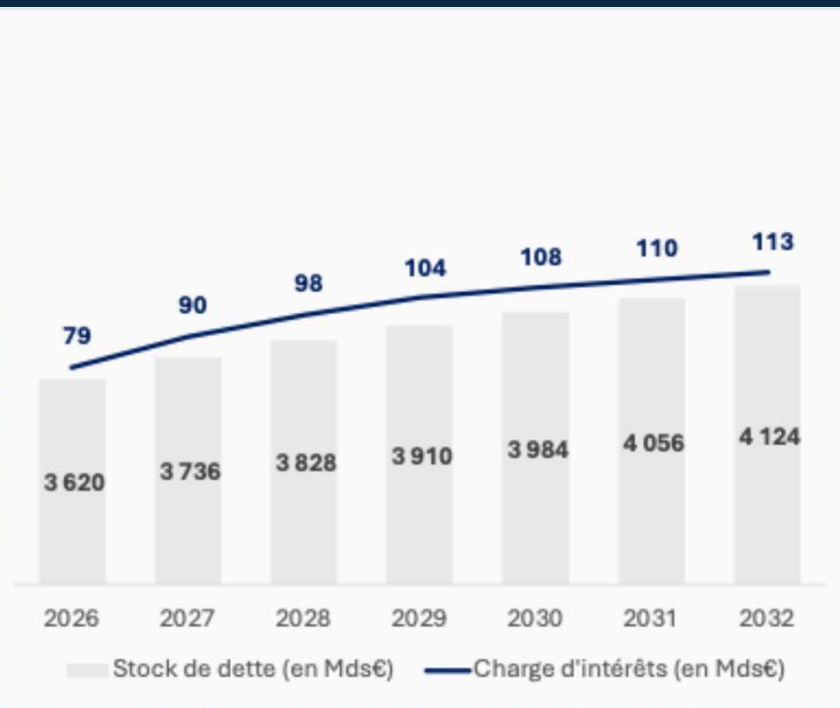
Projection du besoin de financement en cas de succès de l'élection de Marine Le Pen et du succès de la stratégie financière (en Mds€)



Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement tendanciel de 90 points de base de juin 2027 à juin 2029, puis stagnation à 3,10 % à partir de 2030.

Rétablir la confiance en la France : la priorité de la stratégie financière portée par le Rassemblement national (3/3)

Projections de l'endettement et de la charge d'intérêts de la dette française en cas de réussite de la stratégie financière (en Mds€)



Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement tendanciel de 90 points de base de juin 2027 à juin 2029, puis stagnation à 3,10 % à partir de 2030.

Comparaison par rapport au scénario initial proposé par le RN

ÉCART AU SCÉNARIO INITIAL — RÉSULTATS DE LA DIAPO 13

Charge d'intérêts — 2032

–14 Mds€

113 Mds€ contre 127 Mds€
dans le scénario initial

Stock de dette — 2032

–34 Mds€

4 124 Mds€ contre 4 158 Mds€
dans le scénario initial

Charge d'intérêts — 2032

–0,4 p.p. du PIB

3,0 % du PIB contre 3,4 %
dans le scénario initial

Stock de dette — 2032

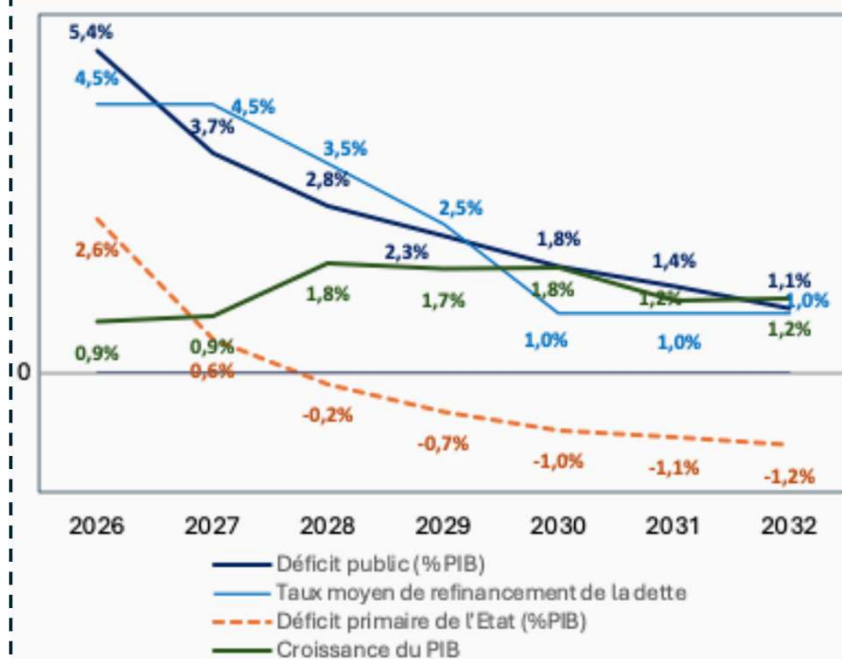
–0,9 p.p. du PIB

111,2 % du PIB contre 112,1 %
dans le scénario initial

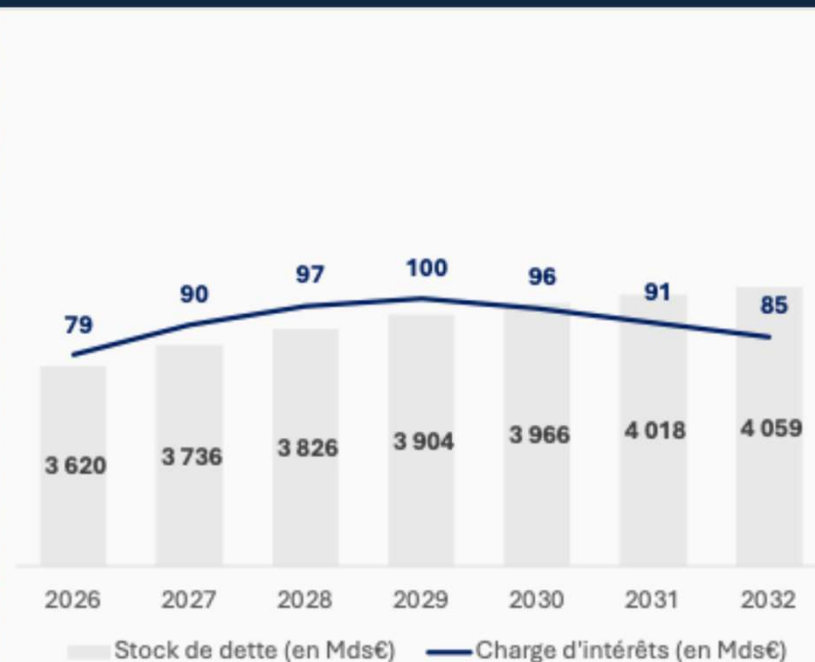
≈ 34 Mds€ de charge d'intérêts cumulée économisée entre 2028 et 2032 par rapport au scénario initial présenté

Sensibilités de taux (1/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 1,0 % en 2030 (1/2)

Projections macroéconomiques



Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (Mds€)



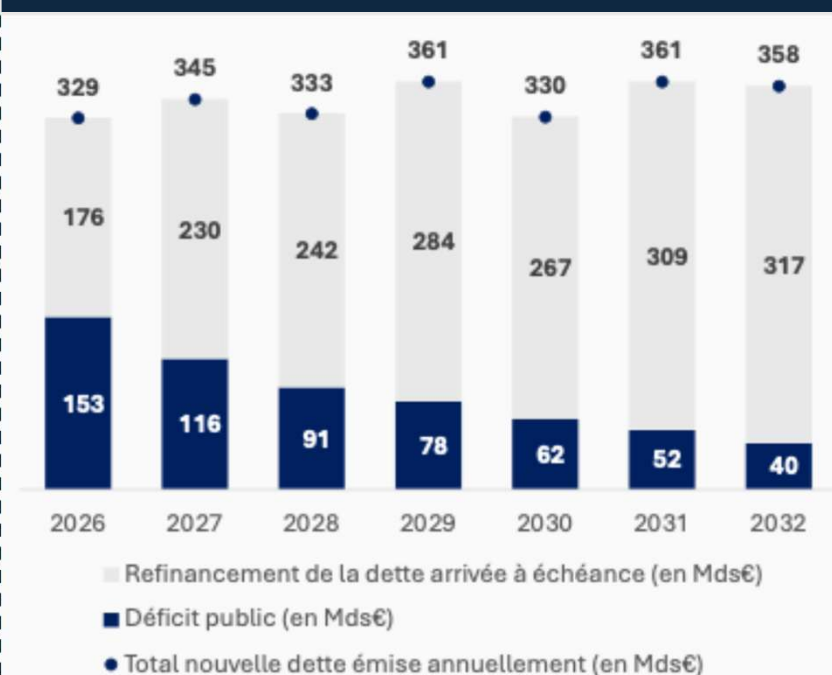
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 1,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (1/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 1,0 % en 2030 (2/2)

Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (% du PIB)



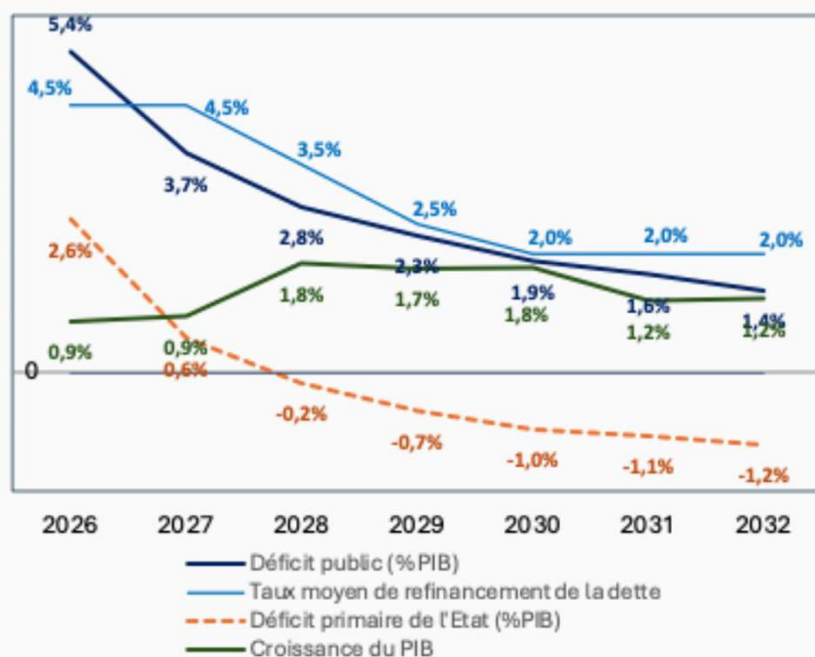
Origine du besoin de financement (en Mds€)



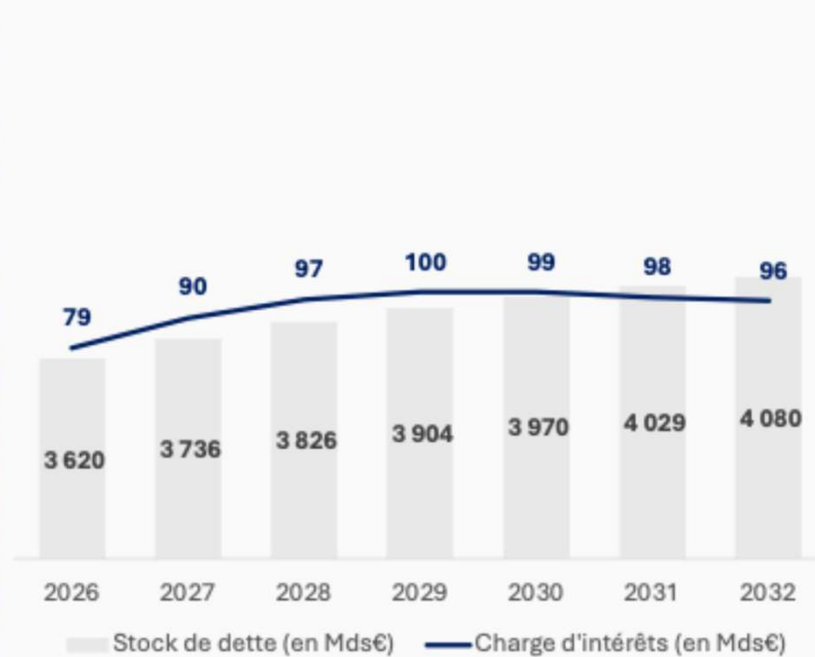
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 1,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (2/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 2,0 % en 2030 (1/2)

Projections macroéconomiques



Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (Mds€)



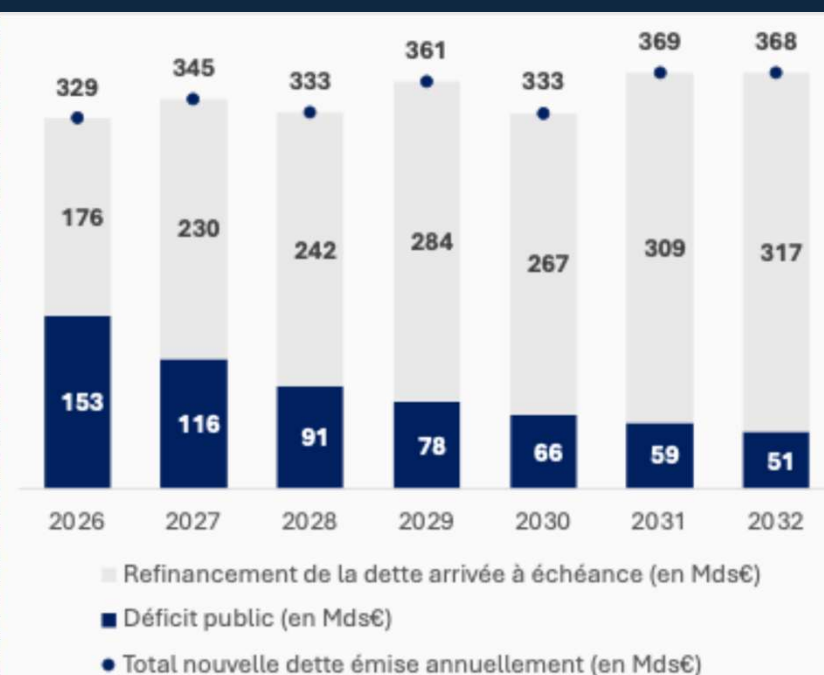
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 2,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (2/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 2,0 % en 2030 (2/2)

Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (% du PIB)



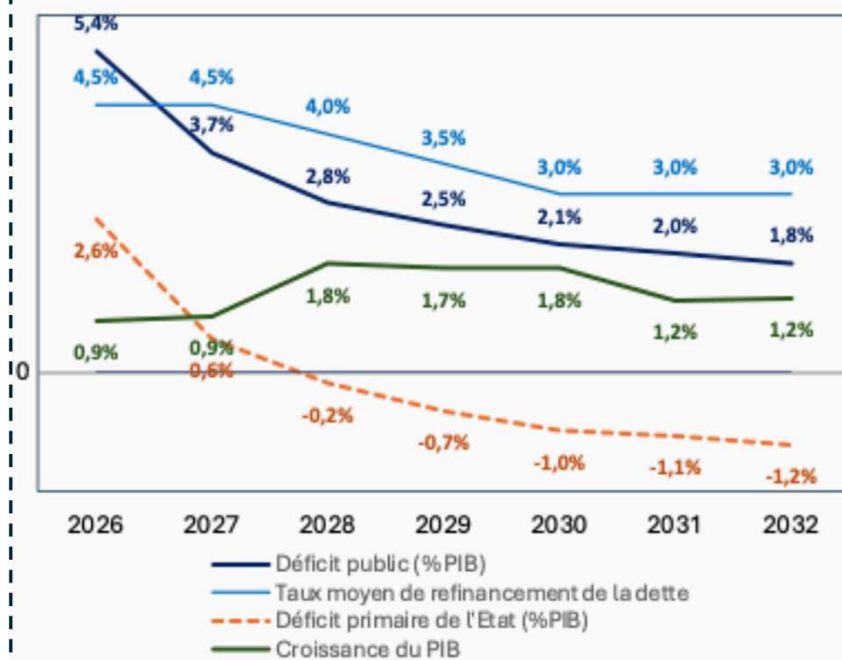
Origine du besoin de financement (en Mds€)



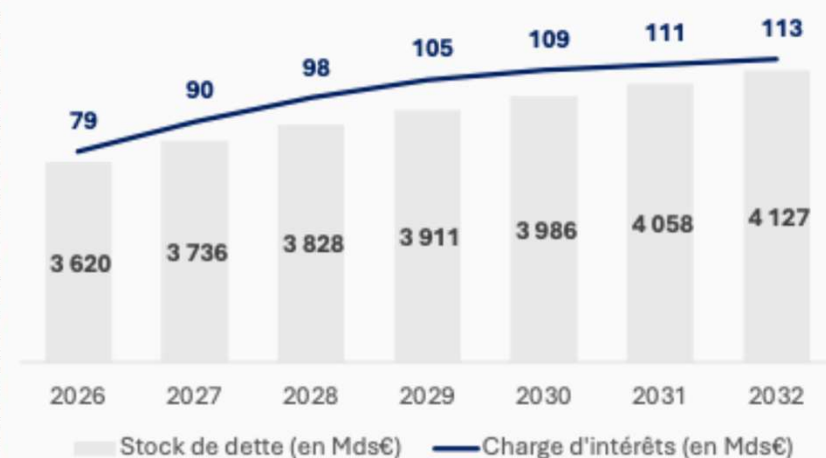
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 2,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (3/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 3,0 % en 2030 (1/2)

Projections macroéconomiques



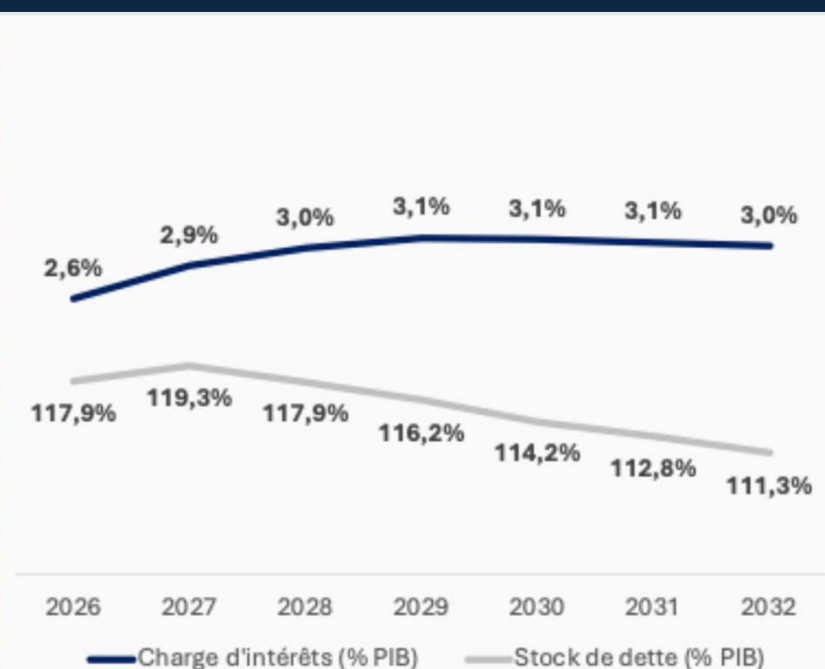
Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (Mds€)



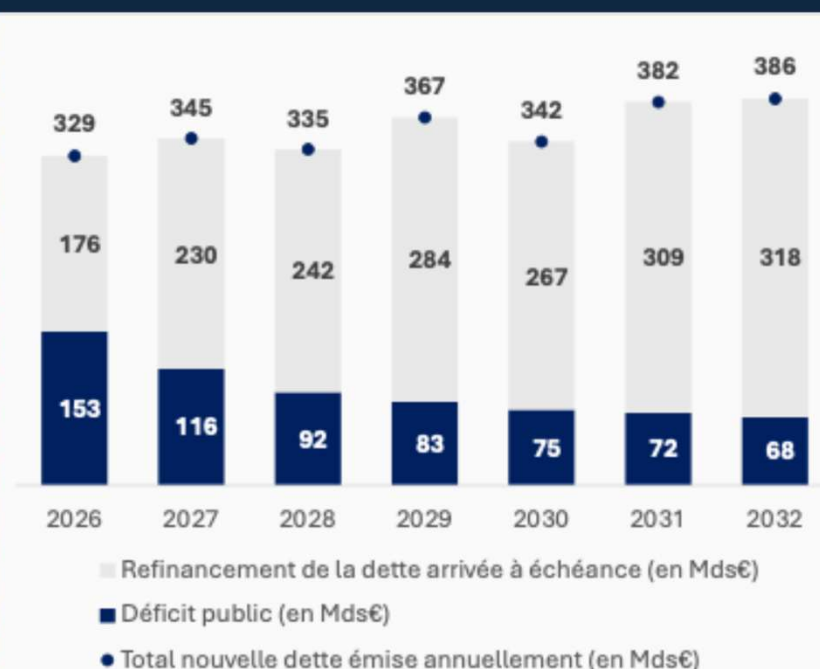
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 3,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (3/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : retour à 3,0 % en 2030 (2/2)

Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (% du PIB)



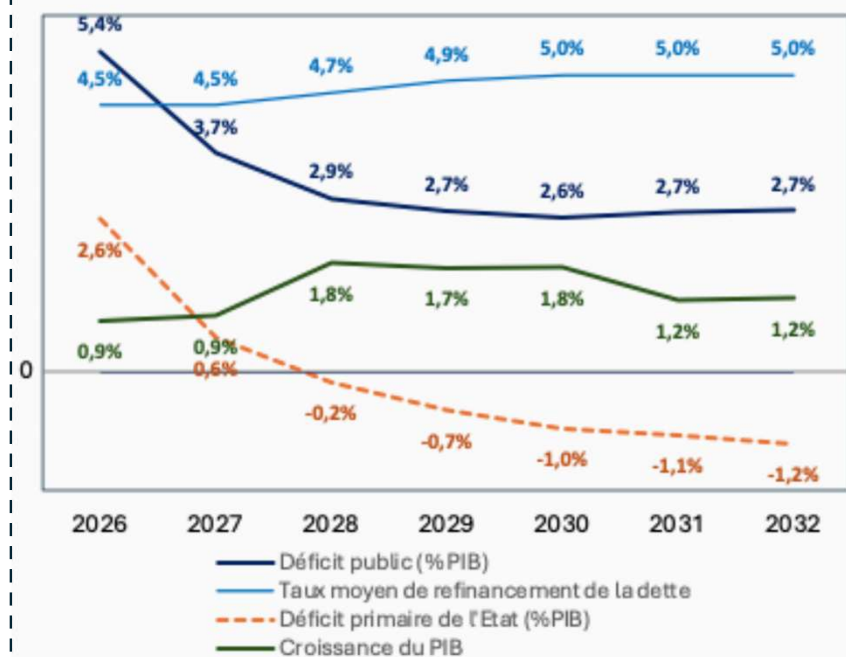
Origine du besoin de financement (en Mds€)



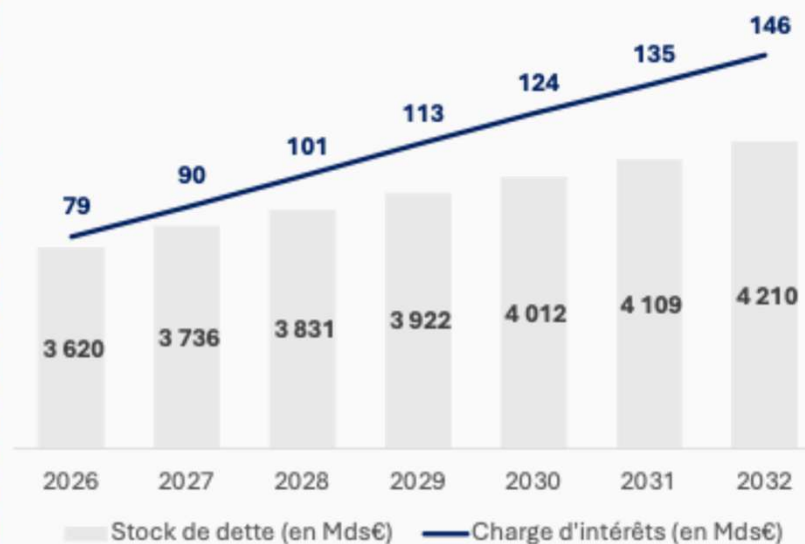
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et diminution du taux de financement à 3,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (4/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : seuil à 5,0 % en 2030 (1/2)

Projections macroéconomiques



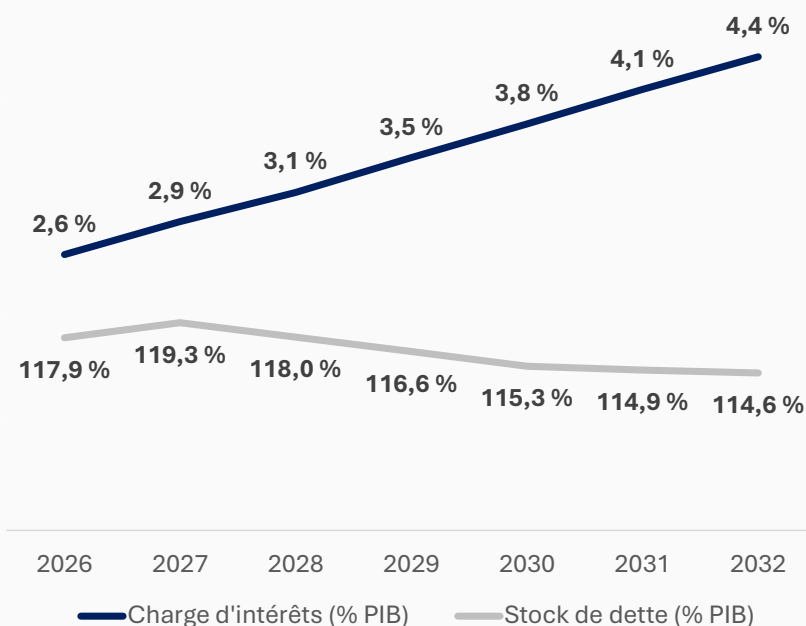
Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (Mds€)



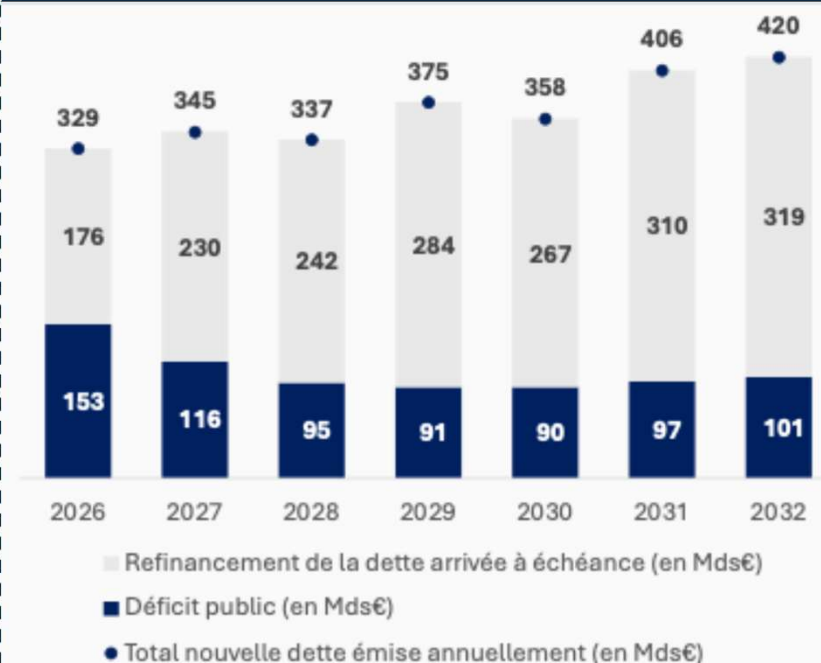
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et augmentation du taux de financement à 5,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (4/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : seuil à 5,0 % en 2030 (2/2)

Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (% du PIB)

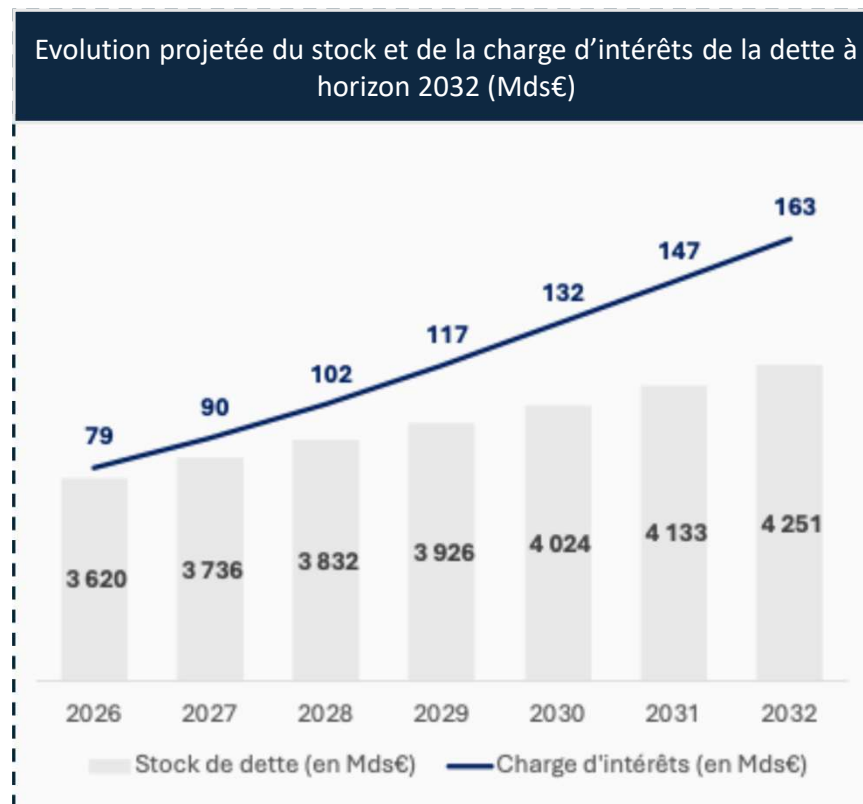
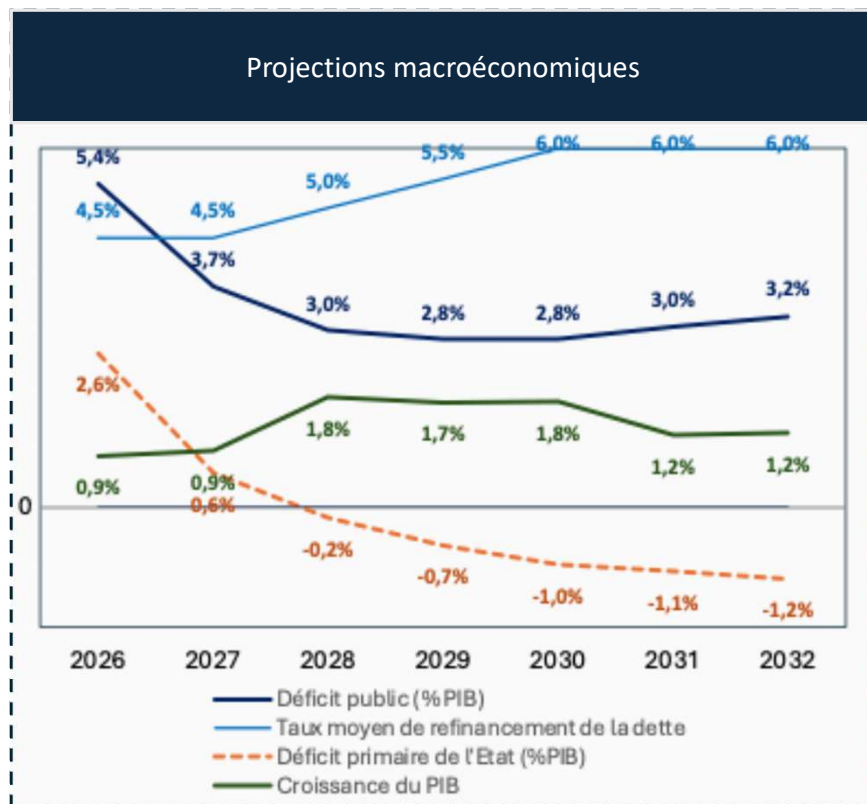


Origine du besoin de financement (en Mds€)



Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et augmentation du taux de financement à 5,0 % à horizon 2030

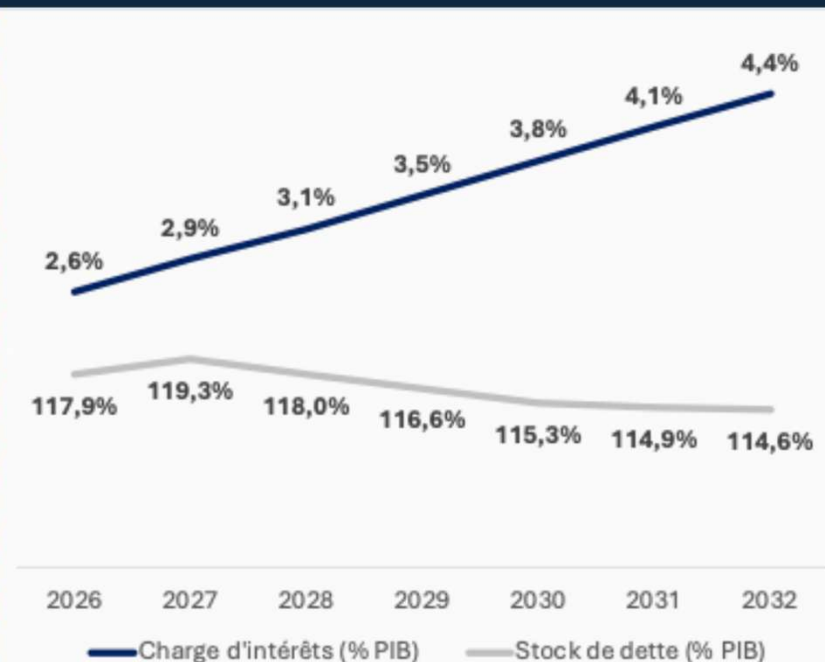
Sensibilités de taux (5/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : seuil à 6,0 % en 2030 (1/2)



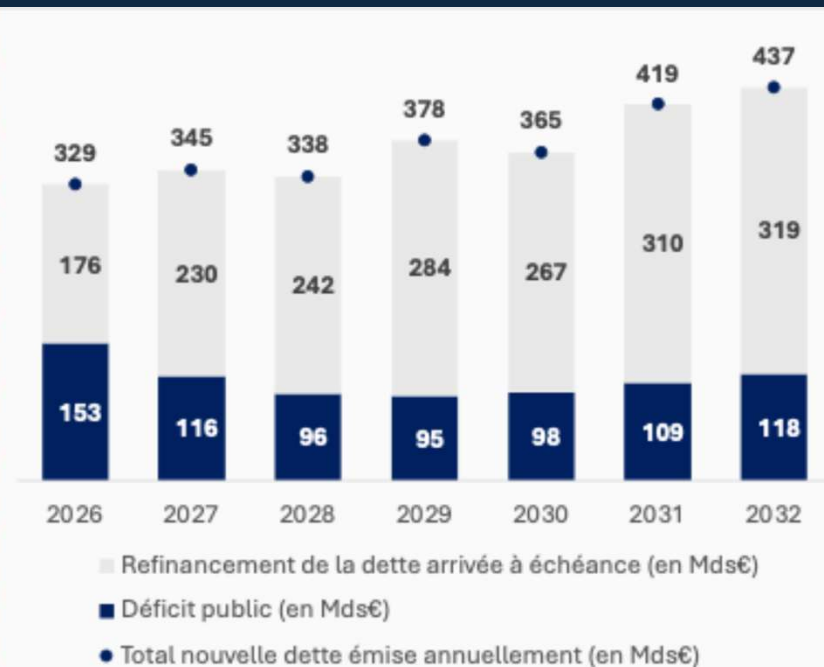
Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et augmentation du taux de financement à 6,0 % à horizon 2030

Sensibilités de taux (5/5) - Le programme du Rassemblement national en cas d'évolution du contexte des taux de financement souverain : seuil à 6,0 % en 2030 (2/2)

Evolution projetée du stock et de la charge d'intérêts de la dette à horizon 2032 (% du PIB)



Origine du besoin de financement (en Mds€)



Hypothèses de taux : 4,5 % pour 2027 – inchangé – et augmentation du taux de financement à 6,0 % à horizon 2030